



JEUDI 23 AOÛT 2018

"Nous entrons maintenant dans la dépression économique finale."

- ▶ **Réflexions sur les communs et sur le pic d'Hubbert** (Loïc Steffan) p.1
- ▶ **Particules dans l'air : l'Allemagne « m'a tuer »** (Michel Guay) p.11
- ▶ **Le "vortex de déchets du Pacifique nord" ferait trois fois la taille de la France** p.12
- ▶ **Énergies : la providence c'est vous !** (Michel Guay) p.15
- ▶ **Même les économistes indiens prennent au sérieux le « Facteur 4 »** p.16
- ▶ **Censure d'Alex Jones (Dmitry Orlov)** p.17
- ▶ **La couche de glace la plus solide de l'Arctique se fracture pour la première fois** p.21
- ▶ **Idées-forces de Science and Survival (Barry Commoner)** (Michel Sourrouille) p.23
- ▶ **Changements Météorologiques Extrêmes...** p.24
- ▶ **En 1912, un journal a publié une prédiction extrêmement précise sur le climat d'aujourd'hui...** p.26
- ▶ **La tragédie de l'exponentielle ou un siècle de conscience écologique** p.28
- ▶ **Environnement et ressources : le modèle économique du gaspillage** p.33
- ▶ **Où atterrir ? Le dernier Latour** (Loïc Steffan) p.38
- ▶ **The End, BD de Zep qui nous annonce l'apocalypse** (Michel Sourrouille) p.43

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **L'erreur de Donald Trump (Bill Bonner)** p.45
- ▶ **Ce que les banquiers centraux préfèrent que vous ne sachiez pas (1/2) (Simone Wapler)** p.47
- ▶ **3 453 jours de marchés haussiers (Simone Wapler)** p.51
- ▶ **« Soldats, hâtez-vous et tirez là » (Bill Bonner)** p.52
- ▶ **Voici ce qui pourrait arriver si le papier-monnaie perdait sa valeur** p.57
- ▶ **Une synthèse rapide avec MAJ (Bruno Bertez)** p.58
- ▶ **Les États-Unis sont-ils trop gros pour s'écrouler ? (François Leclerc)** p.62
- ▶ **En attendant Jackson Hole (Bruno Bertez)** p.64



Réflexions sur les communs et sur le pic d'Hubbert

Loïc Steffan Published 6 novembre 2017



Notre avenir collectif suppose de résoudre le problème des ressources renouvelables et des ressources non renouvelables. Commençons par les ressources renouvelables. Je pense que la notion de biens communs peut être une approche intéressante.

1. Biens communs et ressources renouvelables

La plupart des ressources renouvelables ont les caractéristiques des biens communs.

En économie, on peut classer les biens en fonction de 2 critères :

- La rivalité d'usage entre consommateurs, la consommation d'un bien par un consommateur limitant la capacité des autres à se fournir le même bien.
- L'exclusion, qui renvoie à la capacité de s'accaparer un bien en en payant le prix.

Un bien commun possède deux caractéristiques :

– **La non exclusion**

– **La rivalité**

La première propriété de ce type de bien signifie que l'on ne peut empêcher personne de consommer en mettant des barrières, péages, droits d'entrée, etc. (par impossibilité technique ou parce que le coût en serait trop élevé).

La seconde propriété signifie, quant à elle, que la quantité de bien disponible est limitée et que sa consommation par un individu ou une entreprise réduit celle des autres. Cette caractéristique permet de distinguer bien commun et bien public.

On cite souvent l'exemple des bancs de poissons : tout le monde peut pêcher des poissons dans la mer (ils n'appartiennent à personne et sont librement accessibles... moyennant des bateaux !). Par contre, le poisson que pêche un pêcheur n'est plus disponible pour un autre pêcheur : les poissons ne sont pas comme l'air que chacun respire en même temps.

Il existe de très nombreux biens communs, notamment environnementaux, comme les nappes phréatiques, les forêts, les pâturages de montagne, etc. On pourrait ajouter la capacité d'absorption de CO₂ de l'atmosphère, la biodiversité, l'océan... ou la bande passante d'Internet (du point de vue des utilisateurs finaux payant un forfait illimité). Mais les biens communs concernent aussi des biens très familiers comme nos terres arables ou l'eau potable dont nous disposons. Imaginez un instant votre vie sans eau potable parce que vous l'avez gaspillée ou sans terres agricoles car elles sont complètement détruite. C'est pourtant ce qui est en train de survenir à de nombreux endroits.

Le recensement des biens communs est important car ils nécessitent une gestion particulière qui ne passe ni par le marché, ni toujours par l'État.

La plupart des ressources renouvelables possèdent les propriétés des biens communs et risquent de connaître le sort de « la [tragédie des communs](#). »

Expliquons brièvement cette théorie de Hardin.

La tragédie des biens communs est un phénomène collectif de surexploitation d'une ressource qu'on étudie en économie ou en écologie. Il renvoie à la notion de capacité porteuse.

La tragédie des biens communs se produit dans une situation de compétition pour l'accès à une ressource limitée (créant un conflit entre l'intérêt individuel et le bien commun) face à laquelle la stratégie « rationnelle » en théorie des jeux aboutit à un résultat perdant-perdant.

L'exemple initial utilisé pour illustrer ce phénomène est celui d'un pâturage commun à tout un village, dans lequel chaque éleveur vient faire paître ses animaux. Selon Hardin, chaque

éleveur va essayer d'ajouter un animal de plus à son troupeau dans le champ commun. En effet, pour chaque éleveur le bénéfice est la valeur de l'animal, tandis que le coût supporté par lui est seulement celui de l'animal *divisé par le nombre d'éleveurs ayant accès au champ*.

L'intérêt de s'accaparer le plus de ressources communes possible dépasse toujours le prix à payer pour l'utilisation de ces ressources. Rapidement, chaque éleveur veut mettre le plus d'animaux possible dans le champ pour empêcher, autant que faire se peut que les autres éleveurs prennent un avantage sur lui en utilisant les ressources communes. Le champ devient vite surexploité puis s'épuise. On trouve un phénomène similaire avec les nappes phréatiques. Tout le monde pompe sans concertation. Du coup chaque acteur doit pomper de plus en plus profond, accélérant l'épuisement de la ressource et les coûts d'exploitation.

Il reste alors deux possibilités. Privatiser l'usage au bénéfice de quelques uns (les [enclosures](#)) ou faire en sorte que l'État devienne propriétaire de la ressource. Il peut alors intervenir de deux manières. Réglementer l'accès à la ressource, ou bien l'exploiter directement lui-même. Mais dans les deux cas il y aura des pressions des usagers et des rapports de force. Les résultats n'ont pas toujours été satisfaisants. La nationalisation des forêts a eu des effets désastreux dans de nombreux pays en développement en proie à la déforestation. Ces problèmes touchent également d'autres ressources et peuvent être aggravés par la corruption.

Les biens communs comme réponse à la tragédie

Selon Elinor Ostrom qui contesta le modèle de Hardin concernant les pâturages surexploités, son étude et le dilemme du prisonnier, ne répondent pas à la définition d'un bien commun.

Les individus ne communiquent pas entre eux. Ils n'ont pas de relations préalables, ni d'histoire ou de culture partagées. Ils ne nouent pas des liens de confiance, ne partagent pas leurs savoirs et n'ont pas de futur commun. Dans le scénario fictif de Hardin « le pâturage n'a pas de vraie délimitation, pas de règles de gestion, pas de sanction pour prévenir la surexploitation et pas de communauté d'usagers définie. Bref, ce n'est pas un commun. »

Garrett Hardin opère une confusion entre gratuité, libre accès et propriété commune.

D'abord Ostrom va montrer que face à des problèmes de coordination (ou des échecs de marché) laisser les parties concernées élaborer par eux-mêmes un arrangement commun peut conduire à de meilleurs résultats que de recourir à une intervention publique. Ensuite elle va démontrer que dans un certain nombre de cas, renoncer à l'intervention publique, ce n'est pas pour promouvoir une solution marchande, reposant sur la définition de droits de propriété privée. **Elle va constater les vertus de l'auto-gouvernance et des systèmes polycentriques qui mettent l'accent sur une distribution politique du pouvoir.** C'est la qualité de l'architecture institutionnelle qui décidera de l'efficacité du système choisi. dans l'ensemble de l'ouvrage d'Ostrom, six architectures (sur quatorze) présentent « *une performance institutionnelle solide* » parce que les conditions de réussite sont réunies: limites et accès clairement définis, règles concordantes, arènes de choix collectif, surveillance, sanctions graduelles, mécanismes de résolution des conflits, droits d'organisation reconnus, unités (de production) imbriquées et valeurs communes fortes.

Pour Geneviève Azam ou pour Dardot et Laval, un bien commun serait alors un bien qui ne doit pas être approprié pour des raisons éthiques ou sociétales. Ces derniers montrent aussi que rien n'est un bien commun par nature. Une chose est rendue commune par des pratiques

collectives, donc des usages qui se construisent. Un bien commun nécessite une gestion et des institutions et résulte souvent d'un combat politique.

Nous avons ici deux conceptions du monde qui s'affrontent. L'une repose sur la coopération et la diversité des acteurs, l'autre repose sur l'égoïsme et la loi du marché. On pourrait juger la première utopique mais Kashuri Basu montre que dans de nombreuses situations les êtres humains font davantage pour autrui que ce que leur dicteraient leurs intérêts immédiats et des considérations purement égoïstes. Il cite de nombreux exemples. Les salariés s'investissent généralement davantage dans leur travail que ne le suggère leur intérêt personnel direct (Fehr et Gächter, 2000 ; Minkler, 2004). Les soignants offrent souvent plus de soins que ne l'exige leur contrat de travail (Zelizer, 2005). L'auteur affirme que nous devons accorder une plus grande place aux normes et aux identités sociales à la fois parce qu'elles affectent l'économie et que celle-ci les façonne. Le bon fonctionnement d'une économie dépend de nos croyances collectives, de nos choix instinctifs, de nos valeurs et in fine d'une forme de morale et de justice.

Le problème des biens communs n'est pas aussi insoluble que le prétend la théorie économique classique, justement à cause de cette propension des êtres humains à se soucier d'autrui.

Il faut juste apprendre à refuser les « passagers clandestins » (ceux qui refusent de participer aux efforts collectifs) et les comportements égoïstes. Il faut refuser les inégalités trop importantes et privilégier une vision plus globale, altruiste et collective et récompenser les plus honnêtes. Cela passe par des sanctions et des institutions fiables qui empêchent la triche ou les dégradations de nos conditions de vie. Surtout aujourd'hui où les « enclosures » resurgissent.

Résister au nouveau mouvement d'enclosure

On pourrait résumer ce phénomène par les brevets sur le vivant. Selon Geneviève Azam et James Boyle nous vivons « un second mouvement de privatisation des communs ». De la même manière que les champs et les pâturages sont passés dans le domaine privé à partir du XVI^e siècle, la connaissance est devenue une propriété intellectuelle à partir des années 1980. Prenons l'exemple du brevet : avant les années 80 le brevet récompensait une invention et le génie humain, or depuis ce second mouvement le droit de propriété se porte sur les découvertes sans preuve d'invention, d'où les brevets sur des bactéries, des plantes, des savoirs ancestraux et donc sur le vivant. Les brevets sont aujourd'hui des moyens de protection du processus de découverte donc de la connaissance.

Meilleure sera la définition des communs, meilleure sera la défense collective de nos intérêts par une gestion plus efficace de ceux-ci.

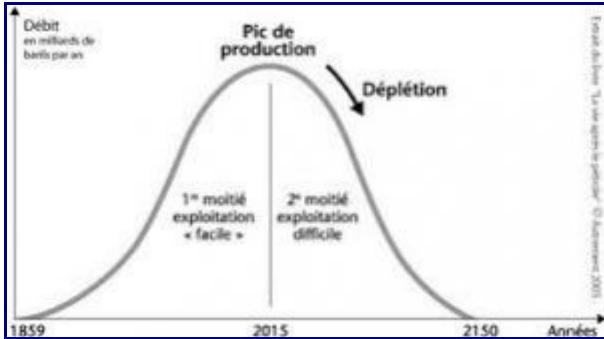
Le problème des ressources non renouvelables est plus épineux.

2. Les ressources non renouvelables et le pic d'Hubbert.

Celles-ci vont avoir un comportement assez différent, leur exploitation se traduisant par un pic « de type Hubbert ». Le type de gestion (public, privé, auto-gouvernance et systèmes polycentriques) est moins important car le résultat final sera le même. Une déplétion de la ressource. Nous allons donc étudier ce mécanisme.

Pic de Hubbert

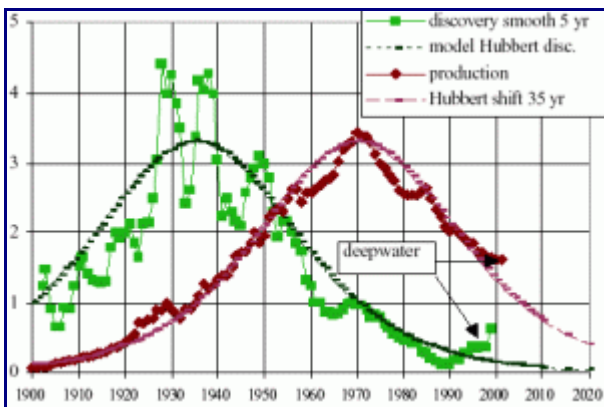
Le pic de Hubbert ou courbe de Hubbert est une courbe proposée par le géophysicien Marion King Hubbert, qui suggère, dans les années 1940, grâce à un système d'équations que la courbe de production d'une matière première donnée non renouvelable (le pétrole dans son étude) suit une courbe en cloche.



Cette courbe devint célèbre quand il en fit une présentation officielle à l'American Petroleum Institute en 1956, avec trois points importants :

- Cette courbe en cloche passe par un **maximum**, indiquant que la production décline ensuite
- Elle est relativement **symétrique** par rapport à ce maximum.
- **le pic pétrolier est atteint lorsque 50% des ressources ont été exploitées.**

L'idée de Hubbert est que la production suit la courbe des découvertes, avec un décalage de quelques décennies (le temps de mettre en exploitation). Le fait de connaître les découvertes passées donne donc une idée de la courbe de production – à condition bien sûr que les évaluations des ressources contenues dans les gisements découverts soient correctes.



Concrètement

- La production annuelle part de 0
- La production atteint un sommet qui ne sera jamais dépassé.
- Une fois le pic passé, la production décline jusqu'à épuisement

Ces idées furent moquées à la présentation puis réévaluées quand les États-Unis connurent leur

pic de production en 1971 conformément à ses prédictions.

On reprit donc les calculs à l'échelle mondiale avec des erreurs dues aux chocs pétroliers.

Comment calculer la date du pic ?

Le pic pétrolier est atteint lorsque 50% des ressources ont été exploitées.

Il faut donc définir deux éléments :

- Les ressources déjà exploitées,
- La totalité des ressources (les ressources extraites + celles restantes) qu'on appelle ressources ultimes

On connaît facilement grâce aux statistiques les ressources déjà exploitées.

Connaître l'état des réserves futures est difficile. Les avis divergent car il faut additionner des pétroles différents et tenir compte d'inconnues. On distingue :

Les réserves prouvées :

Les quantités de pétrole connues et dont les chances de récupération, dans le cadre des données actuelles de la technique et de l'économie, sont d'au moins 90 % ».

Les réserves probables :

« Les réserves probables concernent, pour un gisement identifié, les quantités de pétrole ayant une probabilité supérieure à 50 % d'être économiquement exploitables. »

Les réserves possibles :

« On parle de réserves possibles lorsque cette probabilité tombe à 10 %. »

Quand aura-t-il lieu ?

On peut aussi l'approximer grâce à la production annuelle de pétrole (P) et grâce à la production cumulée c'est-à-dire la somme des productions annuelles depuis le début d'exploitation d'un champ ou d'une région pétrolifère (Q). Mais le calcul est moins précis.

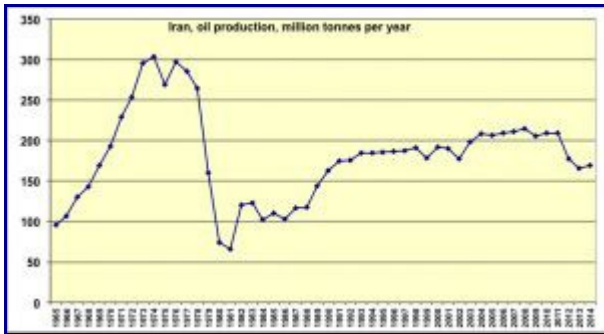
Les estimations divergent mais en prenant des moyennes on obtient ceci :

- **Les experts indépendants** : entre 2006 et 2020
- **Les compagnies pétrolières** : entre 2020 et 2030
- **Les organisations de conseil en énergie** : entre 2010 et 2030
- **Les gouvernements** : Peu se prononcent (trop stratégique). En général entre 2020 et 2030.

On a donc presque toujours une date entre 2020 et 2030. Par optimisme technique, on peut ajouter 10 ans mais guère plus.

Le propos est volontairement simplifié

J'ai volontairement simplifié le propos en considérant que le pic se produisait au milieu de l'exploitation de la ressource. Dans la réalité d'autres mécanismes plus complexes entrent en jeu et le pic peut survenir avant.



Ces cas particuliers faussent la capacité à capter les bons signaux et sont encore plus problématiques. Je pense qu'il vaut mieux les connaître et donc je l'évoque par ces lignes. Le problème de l'énergie est un problème de flux. à mi chemin de la ressource on peut penser qu'il reste du temps mais c'est faux. La déplétion et des mécanisme de type Nénuphar de Jacquard accélèrent la chute.

Pourquoi est-ce si important ?

Des travaux de Gaël Giraud et Zeynep Kahraman suggèrent que la richesse créée (le PIB) dépend très fortement de l'énergie disponible (60 % environ). L'accumulation du capital joue pour une faible part (10 %). Pourtant, c'est le capital que l'on rémunère.

L'article : <https://www.parisschoolofeconomics.eu/IMG/pdf/article-pse-medde-juin2014-giraud-kahraman.pdf>

Selon l'Agence internationale de l'énergie, les énergies fossiles continuent à fournir l'essentiel de la consommation d'énergie primaire de l'humanité, soit 85,5 %.

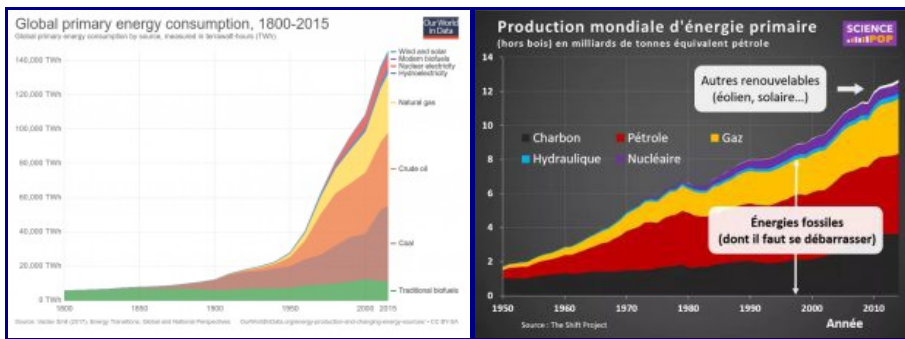
- 1/3 pour le seul pétrole
- 28 % pour le charbon,
- 24 % pour le gaz naturel.
- les énergies renouvelable 3,2 %



Le pétrole est stratégique : c'est l'énergie la plus dense et la quasi-totalité des déplacements dépend de lui. Passer le pic veut dire moins de déplacements et moins de richesses pour tout le monde.

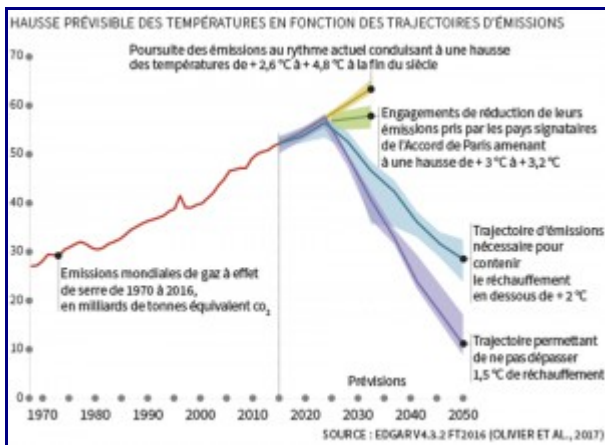
Pourquoi est-ce si important (2) ?

Les énergies fossiles contribuent fortement au réchauffement climatique à cause des gaz à effet de serre. A terme le climat menace les écosystèmes et la capacité porteuse.



Il faudra choisir entre climat et appauvrissement général.

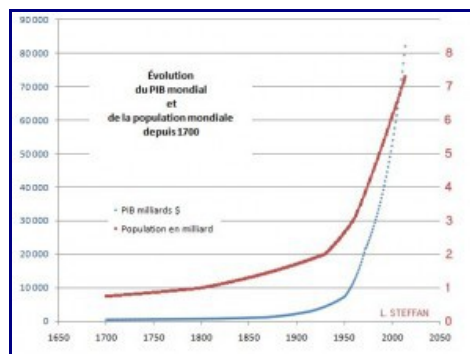
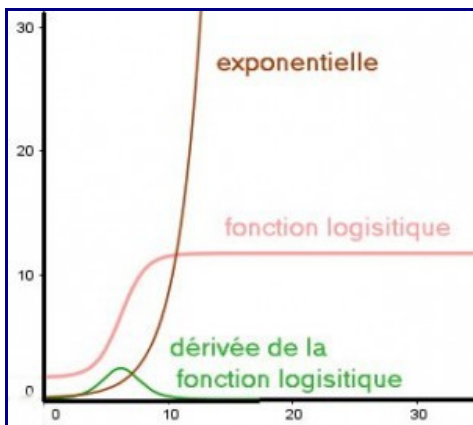
Mais dégrader le climat c'est aussi détériorer la possibilité de nos écosystèmes à long terme. Il faut donc trouver un équilibre instable entre ces deux contraintes.



Comment fonctionne le monde ?

On connaît trois types de fonction qui peuvent s'appliquer à notre monde [dont j'avais parlé dans un précédent article](#).

- les exponentielles (pour un temps plus ou moins long)
- les courbes logistiques (ou sigmoïdes) qui rencontrent une limite d'une ressource renouvelable
- Les courbes en cloche d'une ressource finie



Dans un monde fini les exponentielles ne durent pas longtemps. Nous les connaissons depuis

200 ans et c'est déjà beaucoup.

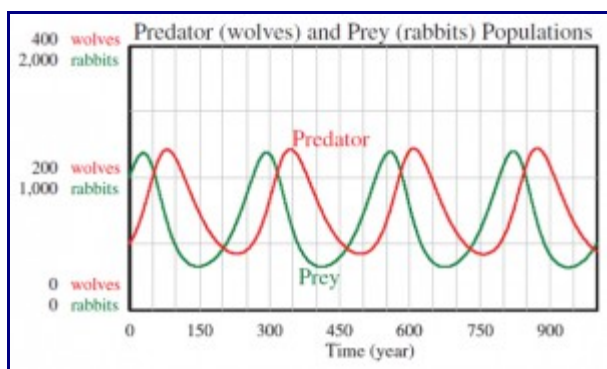
Retour sur la capacité porteuse

Sur une planète finie on ne peut dépasser la capacité porteuse (en écologie c'est la taille maximale de la population d'un organisme ou de plusieurs qu'un milieu donné ou un écosystème peut supporter).

La mesure de la « capacité porteuse » a été développée et son estimation s'est révélée être un moyen pratique pour la détection précoce d'un effondrement.

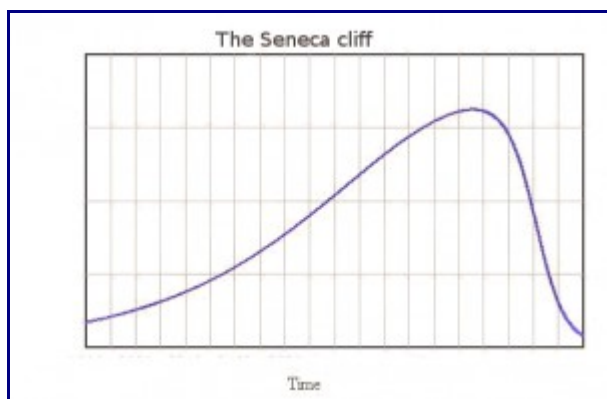
La capacité porteuse concerne aussi les ressources renouvelables car elle indique la quantité disponible par individu.

Le modèle [Handy](#) (human and nature dynamic) est basé sur cette notion. Il évalue les interactions entre l'homme et la nature. Il reprend le modèle prédateur-proie (Lotka, 1925; Volterra, 1926). Ce modèle décrit la dynamique de compétition entre deux espèces.



La falaise de Sénèque

Dans la vraie vie, la deuxième partie de la courbe de Hubbert (la déplétion) semble prendre la forme d'une [falaise de Sénèque](#). La chute est plus rapide. On doit l'expression à Ugo Bardi.

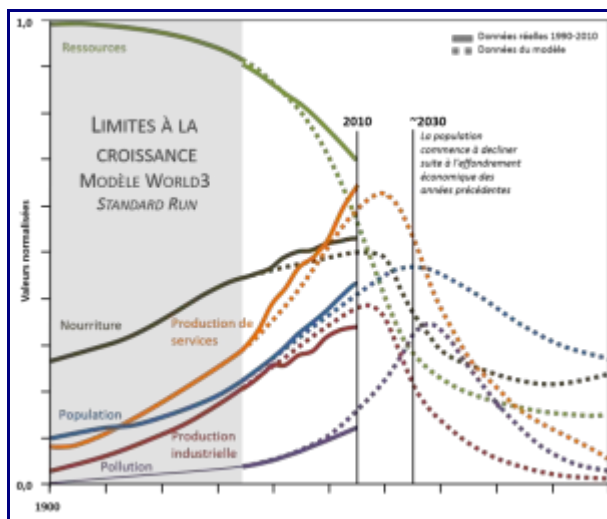


Qu'est-ce qui crée l'effet Sénèque dans un modèle complexe comme "World3", mais pas dans un modèle plus simple comme celui de Hubbert ?

Selon Bardi les problèmes de pollution, de climat et de rentabilité du capital qui diminuent précipitent les modèles complexes vers des fins plus brutales.

On voit donc que tous nos problèmes sont liés.

On se retrouve au cœur de la dynamique des modèles World3 qui se sont montrés robustes sur 40 ans selon les actualisations faites par [Graham Turner](#).



En guise de conclusion provisoire

La réflexion sur les ressources renouvelables est beaucoup plus aisée que celle sur les ressources non renouvelables dont nous sommes fortement dépendants.

Nous avons présenté le pétrole mais il y a eu des précédents pour d'autres ressources. [Il y a deux décennies, l'île de Nauru prospérait grâce au phosphate.](#) C'était l'un des pays les plus riches du monde. Aujourd'hui, l'État est en faillite. Le chômage atteint 90% des actifs. Le pic puis la déplétion sont passés par là et l'île n'est plus qu'un désert de pierre. On présente souvent cet exemple comme un exemple de tragédie des communs. Pourtant une meilleure gestion n'aurait fait que retarder l'échéance de quelques années. C'est la méconnaissance du mécanisme de pic puis déplétion qui est ici en jeu. Un exemple à méditer.

Il reste de nombreux freins à lever pour changer les comportements. J'en avais listé plusieurs [comme autant de « dragons » pour les questions du climat.](#) Je pense que la taxonomie s'applique aussi aux ressources. Ils permettront peut-être d'améliorer la gestion mais ne changent pas l'issue au moins pour les ressources non renouvelables et probablement pour le climat.

Il reste cependant quelques questions essentielles :

- Comment évaluer plus finement les limites du système « Terre » et l'étendue des communs ?
- Quelle est la taille de la population mondiale qui en résultera ?
- Quel sera le niveau de confort et de bien-être que nous pourrons avoir ?
- Allons-nous subir un état stationnaire ou la descente rapide de la courbe en cloche à cause de l'utilisation massive de ressources finies ?
- La coopération l'emportera-t-elle sur le conflit entre les divers groupes humains ?

La compréhension des problèmes spécifiques des ressources renouvelables et des ressources non renouvelables sera déterminante ! Les réflexions combinées d'Ostrom, de Basu, de Dardot et Laval ou même d'Azam sur les communs sont très importantes car elles permettent d'améliorer la coopération et la gestion collective.

Cependant, si la gestion des ressources non renouvelables dans une logique de communs

permet d'atténuer les impacts, cela n'empêche pas la déplétion une fois le pic de la ressource franchi.

Il ne faut cependant pas être défaitiste. De nombreuses réflexions peuvent nourrir nos possibilités de trouver [un chemin plus résilient](#).

Particules dans l'air : l'Allemagne « m'a tuer »

Par Michel Gay Contrepoints.org 29 mars 2015

L'Allemagne nous « envoie » des particules fines qui semblent effrayer journalistes et écologistes.

Les 18, 19 et 20 mars 2015, les télévisions ont montré en boucle un nuage de particules qui recouvrait le nord-est de la France. Il était représenté en rouge vif sur l'image. France 3 a indiqué le 20 mars que ces microparticules étaient apportées par un flux d'air en provenance du Benelux, du Danemark et de l'Allemagne. L'information s'arrête là et aucune conclusion n'en est tirée.

Poursuivons donc le raisonnement. Le Benelux et l'Allemagne produisent principalement leur électricité avec des centrales au charbon, en s'abritant derrière la bonne conscience que leur procure leurs éoliennes... à l'arrêt. C'est d'ailleurs justement quand il n'y a pas de vent pour chasser les microparticules que leurs centrales au charbon tournent à plein régime pour compenser leur absence de production. Ils nous envoient donc généreusement « la mort » avec leurs particules fines qui semblent tant effrayer les journalistes et les écologistes.



Paris pollution – La Défense, Paris, from Montmartre, 2006 – greeddo – CC BY NC SA 2.0

Le chauffage au bois dans les cheminées, bien que naturel et ancien, émet aussi beaucoup de particules fines. Il avait même été envisagé d'interdire les feux de cheminée.

En France, il est bon de rappeler que 90% de notre électricité (dont 75% nucléaire, 10% hydraulique et 5% autres renouvelables) est produite sans émission de gaz carbonique (CO2), ni gaz nocifs, ni aérosols... ni particules.

Cependant, l'inanité de la politique énergétique européenne (approuvée par la France) conduit l'Europe à [imposer des pénalités à la France](#) pour dépassement du seuil de microparticules, alors qu'elles sont produites par d'autres pays ! Ces « amendes » peuvent s'élever jusqu'à 240.000 € par jour... et plus de 100 millions d'euros par an¹.

Une conclusion s'impose mais elle ne satisfait pas du tout les écologistes antinucléaires : le mode de chauffage qui présente le moins d'impact sur la santé publique est le chauffage électrique.

Depuis le premier décembre 2014, la société Maxatomstrom propose aux ménages allemands soucieux de réduire leur empreinte carbone, de souscrire à [un contrat d'énergie 100% nucléaire²](#).

Ne pourrait-on pas suggérer gentiment aux Allemands d'arrêter leurs centrales au charbon (près de la moitié de leur production électrique) et au gaz pour revenir... au nucléaire ?

NOTES:

1. Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, Plan d'urgence pour la qualité de l'air, Dossier de presse, 6 février 2013.
2. L'annonce a été faite par cette société à l'occasion de l'ouverture de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, organisée dans la capitale du Pérou, Lima.

[Le "vortex de déchets du Pacifique nord" ferait trois fois la taille de la France](#)

De Juliette Heuzebroc , National Geographic, juillet 2018

Une nouvelle étude vient de démontrer que cette décharge flottante est 4 à 16 fois plus étendue que ce qui avait été précédemment estimé.



Les tortues aussi sont mises en danger par les débris marins. Elles peuvent facilement se retrouver piégées par des filets de pêches ou confondre la matière gélatineuse du plastique avec des méduses, leur repas favoris.

photographie de NOAA / National Geographic Society

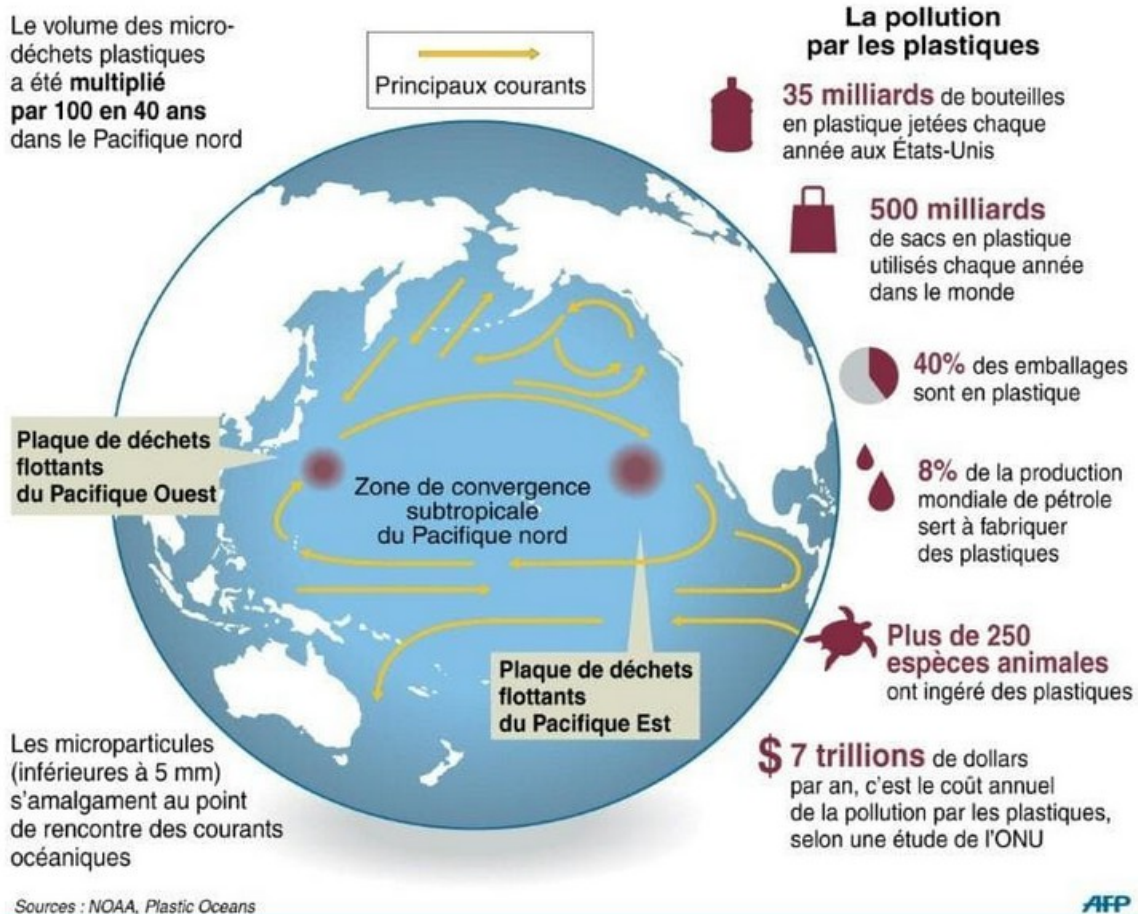
Le « vortex de déchets du Pacifique nord » (Great Pacific Garbage Patch, GPGP) correspond à une énorme masse d'ordures située dans l'océan Pacifique entre Hawaï et la Californie. Elle fait partie des cinq zones de déchets que l'on peut trouver dans cet océan et qui forment ce que

l'on appelle le « 7^e continent ». Découverte en 1997 par l'océanologue Charles J. Moore, la zone n'a cessé de croître sous l'effet des courants marins. L'association [Expédition 7^e continent](#) explique que « sous l'effet de la rotation de la Terre, les courants marins créent ce que l'on appelle des gyres océaniques. Ces énormes tourbillons tournent dans le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Nord, et en sens inverse dans l'hémisphère Sud. Tôt ou tard, les déchets plastiques se retrouvent piégés dans ces gyres. »

LA GPGP, UNE MASSE EN CROISSANCE PERMANENTE

Une [nouvelle étude publiée dans la revue Scientific Reports](#) vient de montrer que la zone s'étendrait sur plus de 1,6 millions de km², soit trois fois la taille de la France continentale. Cette surface est 4 à 16 fois supérieure aux estimations des précédentes études. Cette disparité des résultats s'explique principalement par la différence des angles d'analyse : les premiers rapports se concentraient sur les microplastiques tandis que l'équipe de Laurent Lebreton, auteur principal de l'étude, a pris en compte tous les types de déchets présents dans la masse.

Un "continent de plastique" dans le Pacifique



*La "grande zone d'ordures du Pacifique" (Great Pacific Garbage Patch, GPGP)
photographie de AFP / HKG*

Les experts ont donc constaté que la zone surtout composée de sacs, de bouteilles, d'emballages ou de filets, représentait un amas de plus de 1,8 milliard de morceaux de plastique, soit 80 000

tonnes flottant dans l'océan Pacifique. Jusqu'à présent, les scientifiques pensaient que le « vortex d'ordures » était principalement composé de microplastiques. Ce nouveau rapport démontre qu'en réalité trois quarts de la masse correspond à des plastiques de plus de 5cm, dont la moitié serait du matériel de pêche abandonné.

L'augmentation de cette zone serait liée à l'accumulation de la pollution plastique en mer mais également aux nombreux débris relâchés en mer suite au tsunami qui a frappé les côtes japonaises en 2011.

LES « FILETS FANTÔMES »

L'accumulation de ces déchets représente une forte menace pour les espèces sous-marines. Tout particulièrement ce que l'on appelle les filets et cordes « fantômes » qui flottent dans la masse et qui tuent régulièrement des poissons, des tortues et autres mammifères marins. Sans compter l'ingestion des microplastiques qui, en entrant dans la chaîne alimentaire, détruisent les organismes de la faune sous-marine.



La GPGP flotte à la surface de l'océan. De nombreux débris peut être immergés de quelques centimètres comme de plusieurs mètres sous la surface, rendant l'étendue du vortex presque impossible à mesurer.

photographie de NOAA / National Geographic Society

L'écologiste néerlandais [Boyan Slat, fondateur de Ocean Cleanup](#), tente d'organiser la riposte avec une équipe de 75 ingénieurs : « Ces résultats nous fournissent des données-clés pour développer et tester notre technologie de nettoyage, mais il souligne également l'urgence de s'attaquer au problème de la pollution plastique ».

Rencontre avec Boyan Slat

D'après lui, la bonne nouvelle résiderait dans le fait que les débris sont plus gros qu'on ne croyait et donc plus simples à collecter. Grâce à la technologie que Boyan Slat et ses équipes développent, ils espèrent pouvoir évacuer 50 % du vortex en 5 ans. S'il s'agit d'une belle avancée, elle ne comprend cependant pas le nettoyage des microplastiques, particules que nous retrouvons aussi bien dans l'organisme des poissons que nous mangeons que dans l'eau publique.

JUSTE REGARDÉ

Rencontre avec Boyan Slat

NATIONAL GEOGRAPHIC

SUIVANTE NATIONAL GEOGRAPHIC

Un village du Groenland évacué à l'approche d'un iceberg

La Journée mondiale de l'océan

Les coraux des îles Samoa se meurent

Cette vidéo va commencer dans 8 sec

Énergies : la providence c'est vous !

Par Michel Gay , Contrepoints.org

[NYOUZ2DÉS: je ne soutient pas cette idée de Michel Guay de promouvoir l'énergier nucléaire.]
Pourquoi s'acharner à promouvoir des solutions qui ne marchent pas au détriment de celles qui ont fait leurs preuves ?



Pourquoi s'acharner à promouvoir une politique énergétique soutenant de manière délirante les énergies renouvelables (notamment éoliennes et photovoltaïque) au détriment de l'énergie nucléaire alors que, de toute évidence, cette politique est nuisible à la qualité de vie des Français et qu'elle précarise un pays, voire même un continent ?

La réponse de l'économiste Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, est d'une déconcertante simplicité : « *De nombreuses études psychologiques montrent que des personnes*

qui ont des convictions profondes, ne changent pas d'avis même face à l'évidence. On sait même que plus elles en savent et plus elles résistent. Les gens ont leurs propres valeurs. Vous pouvez faire tous les calculs que vous voudrez pour leur démontrer qu'ils sont absurdes, vous n'obtiendrez que leur colère. Ils ne changeront pas d'avis ».

Il n'est pas nécessaire d'aller dans le biotope de la Commission européenne pour trouver des incapables de penser techniquement et économiquement juste. Des faiseurs de pauvres et des idéologues nourris au biberon de la pensée « verte », il y en a jusque dans les couloirs du gouvernement. Leurs prises de positions dogmatiques et leur influence leur permettent de prendre des décisions ou de faire voter des lois qui modifient notre vie en profondeur. Leurs costumes-cravates, leurs allées venues de par le monde et dans les hautes sphères du pouvoir ne jouent aucun rôle sur la compréhension des conséquences catastrophiques de leurs décisions sur le niveau de vie des Français.

Certes, des associations d'opposants aux éoliennes parviennent, par exemple, à empêcher des maires de prostituer leur commune aux vendeurs de vent, afin de s'enrichir avec l'argent de tous les citoyens contribuables et consommateurs. Mais arriveront-ils à détourner la ministre de l'environnement et les députés, notamment EELV, de soutenir le projet de loi sur la « transition énergétique » qui aura des conséquences néfastes pour tous ?

Avis donc aux intéressés : si vous ne voulez pas être victime de cette minorité verte active qui prétend vous priver de vos droits, de votre environnement et de votre niveau de vie en vous contraignant par des lois à « transiter » vers la sobriété forcée, alors réveillez-vous et réagissez. Combattez cette dictature verte en gestation.

L'homme ou la femme providentiel, c'est vous !

NOTE:

1. Inspiré par l'article « Éoliennes géantes, un paquet de mensonges. Et alors ? »
<http://www.voisinedeoliennesindustrielles.com/>

Même les économistes indiens prennent au sérieux le « Facteur 4 »

Jean-Joseph Boillot Spécialiste des grandes économies émergentes 17/08/2018

Il est paradoxal que ce soit dans un pays comme l'Inde, et non comme la France, que les économistes aient pris à bras-le-corps le sujet du changement climatique. L'*Economic Survey 2018*, l'équivalent de notre *Rapport sur les comptes de la nation* contient en effet un chapitre entier consacré aux répercussions du changement climatique sur la production agricole et le revenu des paysans indiens, qui représentent la moitié de la population active du pays. L'impact négatif sur la production est estimé à près de 15%, chiffre qui me semble même sous-évalué par rapport à ce que j'ai pu voir sur le terrain au Bihar ou en Andhra Pradesh.

Dans ce dernier Etat, un véritable plan d'urgence a été adopté il y a deux ans pour combattre tout à la fois le changement climatique, la crise de l'eau et la détérioration des sols liés à une Révolution verte agrochimique désastreuse. Ce plan vise à convertir à des méthodes entièrement organiques les 6 millions de paysans de l'Etat avec des techniques proprement indiennes mises au point par une sorte de Gandhi du 21^e siècle, [Subhash Palekar](#), le père de la

fameuse révolution du ZNBF ou *Zero Budget Natural Farming*¹.

L'échec de la Révolution verte

Assez séduit, le nouveau responsable de la Commission du plan, un économiste et ami de longue date, a réuni d'urgence en juillet dernier tous les responsables agricoles des États indiens pour envisager son extension à tout le pays tellement les prévisions du changement climatique sont catastrophiques. D'autant que les caisses de l'État sont vides et ne peuvent plus continuer à subventionner généreusement les doses massives d'engrais et de pesticides liés à la vieille « Révolution verte » introduite dans les années 60. Elle était censée apporter la prospérité agricole au pays. L'Inde est bien devenue excédentaire en 2018 dans quelques domaines, comme le sucre et la viande. Mais les deux tiers des paysans continuent en réalité de souffrir de malnutrition ou de voir leur revenu net baisser, et la population en général ne supporte plus ses dégâts environnementaux et sur la santé.

Les deux tiers des paysans continuent de souffrir de malnutrition

Inversement, la révolution ZNBF est basée sur les concepts de neutralité écologique, de « revenu net » positif et de développement inclusif, notamment en faveur des femmes les plus touchées avec leurs enfants pas la malnutrition. Or sur ce terrain, c'est bien ce qui se passe avec la révolution organique. Débarrassés de cette logique productiviste et destructrice pour la santé et l'environnement, les nouveaux rendements des exploitations que j'ai pu visiter sont au pire équivalents aux anciens, mais bien souvent en fait supérieurs.

Autonomie alimentaire retrouvée

Le paradoxe s'explique par le fait que les intrants chimiques avaient progressivement détruit la capacité productive des sols, au fur et à mesure que leur efficacité suivait la traditionnelle courbe des rendements décroissants. Beaucoup plus important, le revenu des paysans net du coût des intrants s'avère près de trois fois supérieur et ils ont enfin retrouvé leur autonomie alimentaire et une qualité nutritive disparue sans précédent, comme j'ai pu l'expérimenter à tous mes repas dans le district de Kurnool à deux cents kilomètres au sud de Hyderabad.

Voilà un bon exemple qui démontre que ce qui compte in fine n'est pas le PIB ou le revenu national brut, mais bien le revenu net. Net notamment de tous les dégâts du soi-disant « progrès », surtout ceux à venir qui constituent une dette vis à vis de nos enfants. C'est une révolution conceptuelle que les économistes français devraient s'empresse de mettre en pratique. Il y a urgence bien sûr.

- ¹ Pour aller plus loin on pourra consulter le document en PDF de la FAO : *Zero Budget Natural Farming in India*, sur www.fao.org/3/a-b1990e.pdf

Censure d'Alex Jones

Par Dmitry Orlov – Le 14 août 2018 – Source Club Orlov



Il s'est passé récemment quelque chose qui m'a donné l'impression d'être une espèce en voie de disparition. Un ensemble de sociétés Internet transnationales, y compris Google, Facebook, Apple et plusieurs autres, ont toutes supprimé, de manière synchrone, les contenus appartenant à infowars.com, le site web qui est géré par Alex Jones. Une telle synchronicité est un signe certain de conspiration – un sujet sur lequel Alex Jones surfe beaucoup.

Une fois, j'ai participé à une émission de radio dirigée par Alex Jones, et il a réussi à résumer ce que j'avais dit : « les États-Unis vont s'effondrer comme l'URSS », ce qui était plutôt pas mal, vu que nous avons mal réussi à nous comprendre, ayant si peu de choses en commun. C'est un conservateur et un libertarien alors que je pense que les conservateurs n'existent pas aux États-Unis. Dernièrement, qu'ont-ils « conservé » d'autre que le droit de porter des armes légères ? En ce qui concerne le libertarianisme, je considère le véritable libertarianisme historique comme une souche du socialisme alors que sa cooptation américaine est tout simplement drôle : ceux-ci ne restent libertariens que jusqu'à ce qu'ils aient besoin des services d'une ambulance ou d'un camion de pompiers, à partir de là ils deviennent socialistes. De plus, les libertariens américains comme Ayn Rand, sont pour moi, implacablement, de mauvais écrivains, pleins de pensées erronées. Cependant, je la trouve utile comme test décisif pour les esprits médiocres.

De plus, Jones s'occupe de politique alors que je reste convaincu que la politique nationale aux États-Unis est une perte de temps. Il a été statistiquement prouvé que les États-Unis ne sont pas une démocratie : la volonté populaire n'a précisément aucun effet sur la politique publique. Peu importe qui est président, la différence est une question de style. Trump est un taureau dans un magasin de porcelaine alors que Clinton serait plus un cerf pris dans les phares. Le résultat est le même : les États-Unis sont en faillite et leur empire est terminé.

Il y a aussi le décalage de genre entre Jones et moi. Je suis avant tout un expérimentateur et un essayiste, et pour moi, l'expérience personnelle et la forme littéraire sont d'une importance vitale, tandis que Jones est très léger dans ses recherches et heureux de travailler avec de simples ouï-dire. Il est aussi plutôt éculé et répétitif, mais il a cependant de bons instincts pour

réveiller la populace. Il s'inspire d'une longue tradition américaine de prédicateurs itinérants crachant des jérémiades, frappant la bible et lançant du feu et du soufre. Le contenu de son discours est séculier, mais ses techniques rhétoriques sont [revivalistes](#). Il est un prêcheur criard jouant sur l'émotion. Il y a aussi une forme carnavalesque dans son habillage culturel, et il n'est pas au-dessus du vendeur d'huile de serpent à des survivalistes ou des « [preppers](#) ».

Cela dit, nous partageons certaines similitudes importantes. Ni l'un ni l'autre, nous n'achetons comptant le récit officiel que les médias américains ne cessent de marteler avec des résultats de plus en plus médiocres. Nous pensons que les Américains ne sont plus assez crédules. Jones a exploité ce manque de crédulité dans le grand public avec tout ce que cela comporte, en s'attaquant à toutes les théories de conspiration, alors que je suis comme vous, crédule. Bien sûr, quelques touristes arabes armés de cutter ont détruit trois gratte-ciel en acier en y balançant deux avions en aluminium [NYOUZ2DÉS: la vitesse d'un avion de ligne (qui peut atteindre 1000 kms/h) est aussi importante que son poids, tout comme une balle de revolver peut tuer un être humain malgré le poids négligeable de la balle (quelques grammes à peine).]. Faites vos propres calculs, mais 2/3 d'un avion par gratte-ciel, cela devrait suffire, n'est-ce pas ? Le carburéacteur, qui brûle entre 420°C et 815°C, a fait fondre des colonnes d'acier. (L'acier fond à 1510°C). [NYOUZ2DÉS: les explications officielles ne prétendent pas que les immeubles se sont écroulés parce que la chaleur était excessive (ce qui peut ramollir l'acier mais pas le faire fondre), mais que c'est un facteur parmi d'autres, la principale étant la technique de construction hors du commun employée pour le World Trade Centre.] Deux canettes d'aluminium remplies de kérosène, de viande et de bagages ont détruit trois structures d'acier. Je trouve cette explication parfaitement satisfaisante ; et vous ? Si vous avez besoin d'en savoir plus, c'est sûrement facile à trouver, mais ne me demandez pas plus parce que, étant si crédule, je suis parfaitement satisfait.

Jones et moi sommes également différents en ce qu'il est extrêmement populaire alors que je suis bien assez populaire en ce qui me concerne et généralement dépourvu d'ambition mondaine. J'aime écrire, mes lecteurs aiment ce que j'écris, et tout le monde est heureux, sauf les enfants, parce que pendant que j'écris, je ne joue pas avec eux. Mais Jones est en train de devenir suffisamment populaire pour supplanter les médias de masse, qui perdent continuellement des parts de marché. C'est en partie de leur propre faute : combien de temps pensent-ils pouvoir continuer à fouetter les chevaux morts de la « collusion russe » et de l'« ingérence russe » avant que les gens ne commencent à secouer la tête et à s'éloigner ? En partie, la diarrhée verbale que nous entendons sur CNN ou que nous lisons sur le site nytimes.com est conçue comme un écran de fumée parce que la vérité est devenue toxique pour les intérêts des responsables des médias de masse aux États-Unis. Je reviendrai sur ce sujet jeudi. La décision politique de censurer Jones était un signe de désespoir : la diarrhée verbale ne fonctionne pas, et c'est donc l'heure du Plan B, qui consiste simplement à crier « Taisez-vous ! » aussi fort que possible.

En raison de son énorme et florissante popularité (que ces dernières attaques contre lui vont encore améliorer), Jones est une cible énorme, alors que je ne suis qu'une toute petite. Pourtant, d'abord ils sont venus pour Alex Jones, et ensuite ils pourraient très bien venir pour moi, et c'est maintenant qu'il est temps de commencer à faire attention et à les repousser. Ces entités Internet – Google ; Facebook ; Apple ; Google Podcast ; Spotify ; iHeartRadio ; MailChimp ; Disqus ; LinkedIn ; Flickr ; Pinterest et plusieurs autres – n'ont pas plus le droit de le censurer

que votre compagnie de téléphone de filtrer vos appels ou de déterminer quel numéro vous devez composer. Ce qui a été fait à Jones était manifestement illégal en vertu du droit américain et du droit international, et bien que ces entreprises n'aient pas grand-chose à craindre aux États-Unis, où elles sont politiquement protégées, elles ont beaucoup plus à craindre à l'échelle internationale.

Jones n'a pas, autant que l'on puisse en juger, violé les conditions d'utilisation de l'un de ces services Internet, mais ils l'ont censuré. Dans les discussions publiques qui ont précédé cet événement, y compris au Congrès américain, des termes tels que « discours de haine » et « incitation à la violence » ont été lancés. Ces termes sont définis de façon suffisamment vague pour qu'ils soient utiles pour être lancés arbitrairement sur des ennemis alors que leurs amis jouissent d'une immunité totale, le tout sans contexte et sans faits. Par exemple, il y a deux ans, sur PBS, l'échange suivant a eu lieu entre l'ancien directeur par intérim de la CIA Michael Morell et Charlie Rose :

Morell : « *Nous devons faire payer un prix aux Russes en Syrie.* »

Rose : « *On leur fait payer le prix en tuant des Russes ?* »

Morell : « *Oui.* »

Le contexte et les faits sont les suivants : les Russes se trouvaient en Syrie à l'invitation officielle du gouvernement syrien internationalement reconnu pour vaincre les terroristes et les mercenaires étrangers et rétablir le contrôle de la Syrie sur son territoire souverain. Les forces américaines ne faisaient pas grand-chose d'utile en Syrie, mais quoi qu'elles faisaient, c'était illégal : c'était une force d'invasion. Et voici Morell qui propose de tuer les troupes russes qui combattent les terroristes, juste pour envoyer un message. Si ce n'est pas « inciter à la violence », il est vraiment difficile d'imaginer ce que c'est. Et pourtant, deux ans après cet outrage, PBS reste à l'antenne ; N'est-ce pas ?

Outre les allégations fallacieuses de « discours de haine » et d'« incitation à la violence », ce qui s'est passé, c'est qu'un ordre de censure de Jones a été émis par Washington, DC. En réponse, un groupe impressionnant d'entreprises transnationales de l'Internet s'est incliné et mis en marche pour exécuter l'ordre, rendant ainsi parfaitement évident pour qui elles travaillent. Et cela risque de devenir un gros problème pour eux.

Premièrement, ces sociétés transnationales sont autorisées à fournir des services dans le monde entier sur la base du droit international. L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme défend le droit à la liberté d'opinion et d'expression : « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, recevoir et répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». Jones devrait poursuivre les États-Unis et les entreprises qui l'ont censuré devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, en France, et demander réparation à la fois contre les entités du gouvernement américain qui a émis l'ordre illégal (en furetant, ça devrait être facile à découvrir) et contre les entreprises transnationales qui l'ont exécuté.

Deuxièmement, ces sociétés transnationales opèrent dans le monde entier sur la base du droit local, ce qui, dans de nombreux cas, les empêche d'agir en tant qu'agents de gouvernements étrangers sans d'abord s'enregistrer en tant que tels. Si Google et Facebook exécutent les ordres

du gouvernement américain, ils n'agissent pas comme des entreprises, mais comme des représentants clandestins d'une puissance étrangère. Le fait d'être reconnu comme tel réduirait considérablement la portée internationale, le potentiel de croissance et les évaluations de ces sociétés.

Et comme Google, Facebook et Apple sont des entreprises commerciales engagées dans la recherche d'une valeur actionnariale, il serait temps que leurs actionnaires s'impliquent et remplacent les équipes de direction. Après tout, qu'est-ce qui serait plus profitable pour eux : conspirer illégalement avec le gouvernement américain tout en devenant des parias et en perdant le marché mondial, ou maintenir scrupuleusement des relations d'indépendance avec tous les gouvernements tout en travaillant à faire respecter le droit international ? Ils ont encore la possibilité de désamorcer la situation : appeler cela une erreur, rétablir les services, compenser Jones pour la perte de revenus et promettre de ne plus jamais recommencer.

La couche de glace la plus solide de l'Arctique se fracture pour la première fois

Louis Dubouis , BFMTV.com 21/08/2018



ILLUSTRATION -
PIERRE-HENRY
DESHAYES / AFP

Une hausse des températures particulièrement importante a causé une rupture dans la glace au nord de la côte groenlandaise. C'est la deuxième fois cette année, phénomène qui n'avait jamais été observé auparavant.

C'est un phénomène inquiétant auquel ont pu assister les scientifiques qui surveillent les glaces polaires, comme le rapporte le [*Guardian*](#). Dans l'Arctique, au nord du Groenland, la plus vieille et plus épaisse couche de glace a commencé à se briser. Habituellement, cette zone polaire reste pourtant figée toute l'année, y compris pendant **les mois les plus chauds** de l'été. Et pourtant, c'est la deuxième fois cette année que ce phénomène se produit, alors qu'il n'avait jamais été observé auparavant.

En cause selon les scientifiques: une vague de chaleur sans précédent causée par le changement climatique, associée à des vents chauds. En février et au début août, des pics de température

anormalement élevés ont ainsi été recensés. Ils auraient fragilisé la glace qui n'aurait dès lors pas pu résister aux vents chauds qui ont suivi.

Phénomène "effrayant"

Cité par le journal, un météorologue décrit cet épisode comme "effrayant". D'autres disent qu'il pourrait remettre en cause l'idée selon laquelle cette zone serait le dernier bastion de glace permanente à supporter le réchauffement des températures. "La quasi totalité de la glace au nord du Groenland est partiellement brisée et donc mobile", explique Ruth Mottram, une chercheuse de l'Institut danois de météorologie.

"L'ouverture des eaux au large de la côte nord du Groenland est inhabituelle. Cette zone a souvent été appelée "la dernière zone de glace" car il a été suggéré qu'elle serait la dernière mer gelée pérenne dans l'Arctique. Les événements de la semaine passée suggèrent en fait que la dernière zone gelée serait plus loin à l'ouest".

Le mal est fait

La glace de cette partie du cercle polaire est particulièrement compacte en temps normal. Cela s'explique par l'effet du courant de dérive transpolaire, qui entraîne la glace depuis la Sibérie à travers l'Arctique, où elle finit par s'entasser. D'après Thomas Lavergne, scientifique à l'Institut norvégien de météorologie, l'éclatement de cette couche glacée laisserait pénétrer une eau plus chaude le long de la côte, repoussant la glace et **accélérant le processus**.

"Je ne peux pas dire combien de temps cette ouverture va demeurer, mais quand bien même elle se refermerait dans quelques jours, le mal sera fait: l'épaisse couche de glace plus âgée aura été éloignée de la côte, jusqu'à une zone où elle fondra plus facilement", explique-t-il.

Dans une animation qu'il relaie sur son compte Twitter, on voit clairement un long bras de mer, en bleu, progressivement s'interposer entre la couche de glace jaune orangée et la côte.



Thomas Lavergne

@lavergnetho

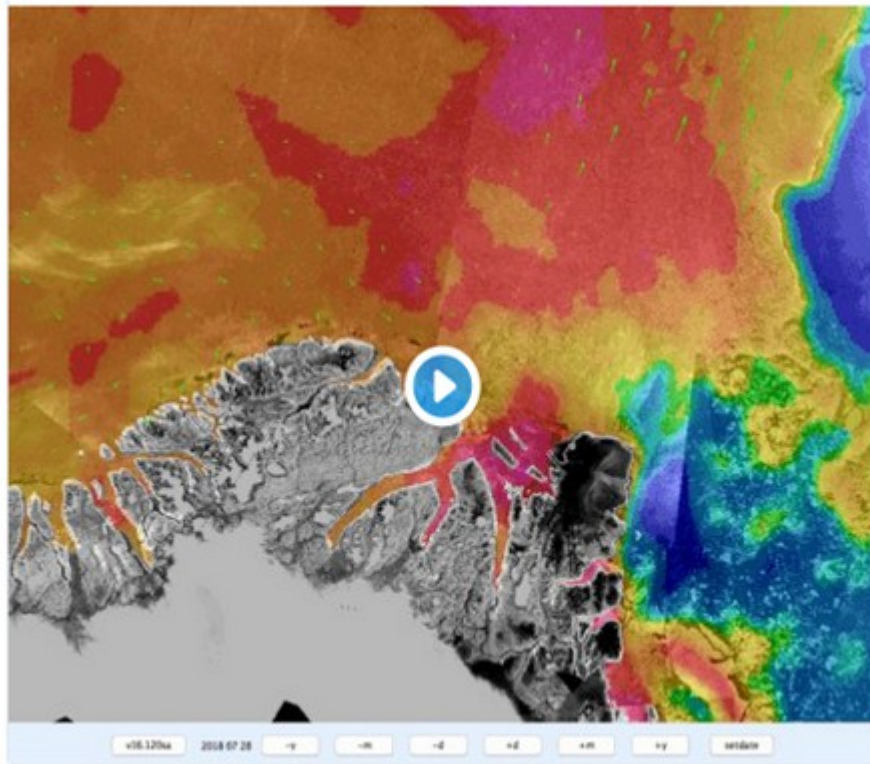


So the open water / low concentration patch North for Greenland is still there (and slowly moving westward). Nice and scary. From seaice.dk

Leif Toudal @elmitp

En réponse à @lavergnetho et 2 autres

A small animation from @DTUSpace showing our combined #Sentinel1 and #AMSR2 images and our @CMEMS_EU #Sentinel1 1-day ice drift vectors. All from seaice.dk



05:49 - 13 août 2018

♥ 38 💬 51 personnes parlent à ce sujet

Une vague de chaleur anormale

En février, la station météo locale Kap Morris Jesup enregistre en général des températures en dessous de -20 degrés. Cette année, des températures au-dessus du seuil de glaciation ont été enregistrés pendant dix jours, accompagnées de vents chauds. La glace s'était alors fracturée une première fois. Début août, **un record historique de chaleur** a été enregistré, avec pas moins de 17 degrés. Causant ainsi une réouverture de la fissure déjà provoquée.

Les scientifiques s'alarment de ces changements brutaux de températures. Ils craignent qu'ils soient le signe d'une érosion du vortex polaire, phénomène météorologique qui maintient la zone dans des températures froides propices au maintien de la couche de glace. Le Gulf Stream, courant séparant l'eau chaude et l'eau froide dans les océans, est également à son plus bas depuis quelque 1600 ans. Avec ce ralentissement de la circulation de l'air et de l'eau, les événements climatiques tendent à durer plus longtemps, et donc à avoir **un impact plus puissant**.

Idées-forces de Science and Survival (Barry Commoner)

Michel Sourrouille 22 août 2018

Parmi les penseurs qui jalonnent le passage de la science écologique à l'écologie politique, il faut retenir les noms de Fairfield Osborn (1948), Rachel Carson (1962) et Barry Commoner (1966). ce dernier obtint une maîtrise et un doctorat en biologie. Mais il fut marqué par la multiplication des essais d'armes atomiques dans l'atmosphère. Dès 1958, Barry lança le comité de Saint-Louis pour l'information nucléaire. Il est à l'origine du traité de Moscou qui,

en 1967, interdit les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère et sous l'eau. Il s'attacha en effet à prouver la nocivité des retombées radioactives en s'intéressant au strontium 90, qui se fixe dans les squelettes en croissance des enfants. En moins d'un an, son comité a récolté plus de 200 000 dents de lait qui confirmèrent les soupçons. Voici quelques idées-clés de son livre de 1966, *Science and Survival*.

Depuis la seconde guerre mondiale, la science et la technologie sont devenues hors contrôle. Leurs développements, non seulement militaires mais aussi industriels, menacent la survie même de l'espèce humaine. Il incombe aux scientifiques d'alerter l'opinion publique sur les dangers encourus, mais les décisions incombent aux instances politiques. La panne générale d'électricité qui plongea dans l'obscurité le nord-est des États-Unis en novembre 1965 montre par exemple la possibilité de défaillances en chaîne des dispositifs sophistiqués. Il existe aussi une disparité entre les sciences physico-chimiques et l'infinie complexité de la biosphère ; l'ascendant de l'idéologie arrogante véhiculée par la biologie moléculaire marque en particulier cette disparité. Les conséquences pour notre quotidien s'aggravent au fur et à mesure que nos sociétés deviennent tributaires des sciences et des techniques, donc au fur et à mesure qu'elles s'industrialisent. Barry Commoner en donne comme premier exemple (en 1966!) l'accroissement du taux de l'air en CO₂, dû principalement à la combustion d'énergies fossiles : « *La température terrestre ne va pas manquer de s'élever à mesure qu'augmente le taux de gaz carbonique dans l'air. La combustion des carburants engendrera peut-être des inondations susceptibles d'immerger la surface terrestre pendant des siècles.* » Par ce livre de 1966, Barry est l'un des premiers à avoir alerté l'opinion publique sur la pertinence des mesures d'accroissement du CO₂, entamées par C.D.Keeling à Hawaï dès 1958.

Sa pensée reste catastrophiste comme l'illustre ce passage du dernier chapitre de *Science and Survival (Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants)* : « *Les effets cumulatifs des polluants (y compris le CO₂), leurs interactions, et l'amplification de ces dernières, peuvent être fatals à l'édifice complexe qu'est la biosphère. Et parce que l'homme dépend lui aussi de ce système, je crois que si cette pollution continue sans contrôle, elle finira sans doute par détruire l'aptitude de notre planète à favoriser la vie.* »

source : Ivo Rens, *Entretiens sur l'écologie (de la science au politique)* aux éditions georg 2017

Résumé SOTT – Juillet 2018 :

Changements Météorologiques Extrêmes...

Les Moutons enragés **mardi 21 août 2018** publié par **Voltigeur**

Le climat fait couler beaucoup d'encre et divise les scientifiques. Tous les mois [SOTT](#) recense les phénomènes climatiques extrêmes. Pour spectaculaires et meurtriers qu'ils soient, peut-on craindre une aggravation dans les années à venir ? Nous ne sommes sûrs de rien, puisque même les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux. Nous ne pouvons que constater. La Nature en colère, nous offre un spectacle à la mesure de sa grandeur et, on se sent bien petits face aux éléments déchaînés. Partagez ! **Volti**

Source [SOTT média](#) (traduction rapprochée) par [Aphadolie](#)



Feu en Californie

Ce mois a été marqué par d'incroyables pluies diluviennes tombant en très peu de temps partout dans le monde; tuant des milliers de personnes, déplaçant des millions de personnes... et endommageant de nombreuses cultures.

La Chine, la Corée du Sud, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, l'Afrique du Sud, le Népal, le Pakistan, l'Inde, la Suède, la Russie, l'Italie et les États-Unis ont été les plus touchés par des pluies torrentielles et des crues éclair qui ont suivi. Le Japon a également connu une inondation historique qui a causé des dégâts considérables, 200 morts et des milliers de déplacés.

L'Italie, le Brésil et l'Afrique du Sud ont tous eu leur part de neige hors saison ou « rare » ce mois-ci, laissant la population locale plutôt surprise.

À mesure que les « cieux s'ouvraient » dans de nombreux endroits, des températures élevées, des sécheresses et des incendies de forêt ont frappé la Californie, la Suède, la Norvège et la Grèce. Ce dernier étant le plus touché avec 94 décès, des centaines de déplacés, 2 500 kilomètres carrés ravagés par des centaines de personnes obligées de se réfugiées sur les plages.

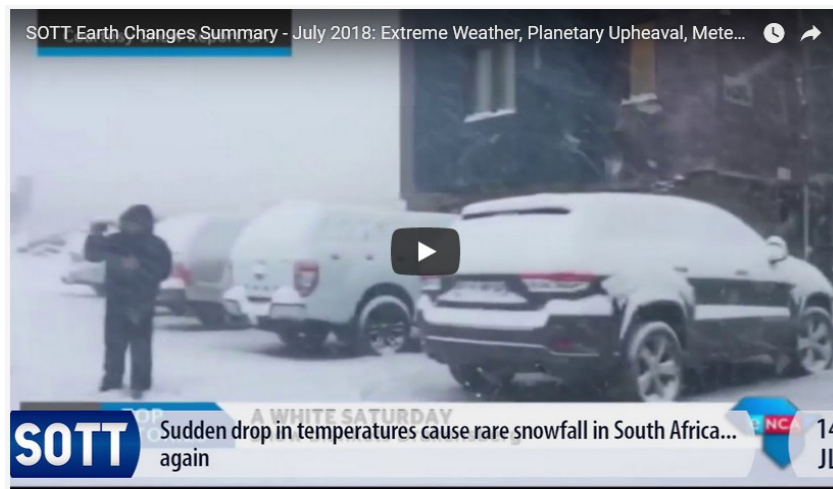
Il y a eu des incendies importants en Californie, mais aucun record n'a été battu, jusqu'à présent, l'incendie de 1937 maintient le record avec près de 90 000 kilomètres carrés brûlés. Même en combinant tous les hectares brûlés par le feu en Californie au cours des cinq dernières années, l'année 1937 détient toujours le plus de dégâts. En outre, depuis les années 1930, l'incidence des incendies dans l'État a nettement diminué.

La même chose s'applique aux incendies qui se sont développés en Europe, aucun record n'a été battu et l'incidence des incendies a considérablement diminué depuis les années 80, comme l'a indiqué *Adapt 2030*. Les températures élevées enregistrées en juillet en Europe ne se comparent pas à celles des années 1930, sans parler de la chaleur extrême subie ainsi que dans une grande partie des États-Unis depuis plusieurs années à la fin du 19^{ème} siècle.

Encore une fois, nous voyons les médias se concentrer et amplifier les incidences localisées des températures élevées et des incendies de forêt; Un titre a même déclaré que le monde n'a pas connu de telles températures depuis l'apparition de notre civilisation (il y a 10 000 ans), une affirmation tout simplement erronée.

Les températures de surface de la Terre augmentent en effet en raison de l'activité géologique et volcanique et de l'incidence plus directe des rayons solaires due à l'affaiblissement de la magnétosphère. Mais oubliés dans le battage médiatique, les températures dans les couches supérieures de l'atmosphère ont chuté. La preuve en est l'incidence croissante des halos solaires et lunaires, des nuages nocturnes, des stèles multicolores, des tempêtes de grêle toujours plus nombreuses et, bien sûr, des chutes de neige hors saison. Et n'oublions pas que nous avons eu des événements de neige rares dans les hémisphères nord et sud en juin et juillet de cette année.

Alors ne soyez pas dupe, beaucoup de changements que nous observons maintenant sont dus à la faible activité solaire, à l'affaiblissement de la magnétosphère et au maximum des rayons cosmiques. Et tous ces changements ne sont pas spécifiques seulement à notre planète, nous trouvons des parallèles sur d'autres planètes de notre système solaire. Comme quelqu'un l'a dit, « *pas par le feu, mais par la glace ...* »



En 1912, un journal a publié une prédiction extrêmement précise sur le climat d'aujourd'hui...

lundi 20 août 2018 Voltigeur

Le changement climatique anthropique ou pas ? Grande question qui divise. L'affirmation que l'humain pourrait être responsable du changement de la structure de notre atmosphère, ne fait pas l'unanimité, néanmoins, certains scientifiques alertent. Et, dès 1912, un journal néo-zélandais prévenait de ce changement. Partagez ! **Volti**

Auteur Stéphanie Schmidt pour TrusMyScience



Credits : National Library of New Zealand/Creative Commons

Il y a 106 ans, un journal de Nouvelle-Zélande prédisait littéralement l’avenir de notre planète, et les prédictions n’étaient pas très réjouissantes. Le 14 août 1912, le journal appelé *Rodney and Otamatea Times* a publié un paragraphe prémonitoire dans sa section « notes scientifiques ».

Le journal affirmait déjà que l’atmosphère de la Terre était en train de changer à cause de la manière dont les économies mondiales accéléraient la production de combustibles fossiles : « *la consommation de charbon affectant le climat* », pouvait y être lu en titre.

Voici ce qui est écrit : « *Les fourneaux du monde brûlent maintenant environ 2 millions de tonnes de charbon par an. Lorsque le charbon est brûlé, qu’il est assemblé à l’oxygène, cela ajoute environ 7 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l’atmosphère chaque année. (...) Ceci tend à faire de l’atmosphère une véritable couverture plus « efficace » pour la planète, ce qui a pour effet d’augmenter sa température. L’effet sera probablement considérable dans quelques siècles* ».

Il s’agit d’une explication étrangement claire de la manière dont les gens ont contribué au réchauffement de l’atmosphère terrestre. De plus, les Néo-Zélandais ne furent pas les premiers à écrire cela : le même texte avait été publié un mois plus tôt, le 17 juillet 1912, dans le journal australien *Braidwood Dispatch*. Et avant cela, une parution datant de mars 1912 de *Popular Mechanics* a été la première parution de ce texte.

À l’époque déjà, l’idée se répétait dans la conscience collective. En réalité, le *New York Times* retrace la discussion scientifique sur les effets du charbon sur notre

atmosphère depuis les années 1850 déjà. Et aujourd'hui, nous n'avons pas réellement changé notre manière de faire.

En effet, en 2016, la population mondiale a consommé plus de 5.3 milliards de tonnes de charbon. L'atmosphère de la Terre contient désormais une quantité de CO2 sans précédent : sa concentration a dépassé les 411 parties par million, le niveau le plus élevé depuis 800'000 ans.

Il faut savoir que la forte concentration de pollution dans l'air provoque aussi des décès, et ce à un rythme alarmant. La chaleur piégée dans l'atmosphère alimente les incendies et fait monter le niveau de la mer. Selon certaines recherches, des températures plus élevées encore pourraient même avoir comme conséquence le « ralentissement » du cerveau humain.

[Voir le graphique](#)

Tandis que le taux de production de charbon ralentit aux États-Unis, nous continuons tout de même de brûler des tonnes d'autres combustibles, qui contribuent au réchauffement terrestre. De plus, la production de charbon est en hausse dans d'autres pays en développement, ainsi que dans certaines économies en croissance telles que l'Inde et la Chine. Bien que la consommation de charbon ralentisse légèrement en Chine, elle représenterait encore 60% du bouquet énergétique du pays.

Cette activité entraîne des conséquences dévastatrices pour les écosystèmes de la Terre et pour quiconque résidant dans les zones polluées. Nous le savons apparemment depuis de très nombreuses années, il serait donc grand temps de changer notre manière de consommer à travers le monde, afin d'avoir de l'espoir pour les générations futures.

La tragédie de l'exponentielle ou un siècle de conscience écologique

Par Denis Dupré 6 oct. 2017 Mediapart.fr

La tendance exponentielle de la dégradation a été comprise en 1972 par les scientifiques hurluberlus du « club de Rome ». Les résultats sont choquants : si le business continue sans inflexion, les dégâts irréversibles entraîneront une chute de population dès 2030. Ils écrivent un best-seller sur les limites de la croissance. Quant à nous autres, nous ne comprenons encore rien !

Il semble que le cerveau de l'homme peine à entrevoir la spécificité de la croissance exponentielle. Le Grand Vizir Sissa ben Dahir, aurait inventé le jeu d'échec. Au roi indien Shirham qui lui demandait quelle récompense il souhaitait, le roué mathématicien aurait répondu : « Majesté, je serais heureux si vous m'offriez un grain de blé que je placerais sur la première case de l'échiquier, deux grains sur la deuxième case, quatre grains sur la troisième, huit grains sur la quatrième, et autant de grains de blé qu'il serait possible de poser en couvrant

ainsi de suite les soixante-quatre cases ».

« 1, 2, 4, 8, 16, 32... » a dû sûrement penser le roi, imaginant dans sa tête les 6 premières cases... Il répondit à son vizir inventeur « *Pas de problème ! Et c'est tout ce que tu souhaites Sissa, espèce d'idiot ?* ».

Le roi n'avait pas un cerveau de mathématicien. A la onzième case, il faut déjà 1024 grains de blé... puis tout s'emballe. Qui entrevoit que le nombre de grains demandé est de 18.446.744.073.709.551.615 ce qui correspond à 1000 fois la production mondiale de blé en 2012 ?

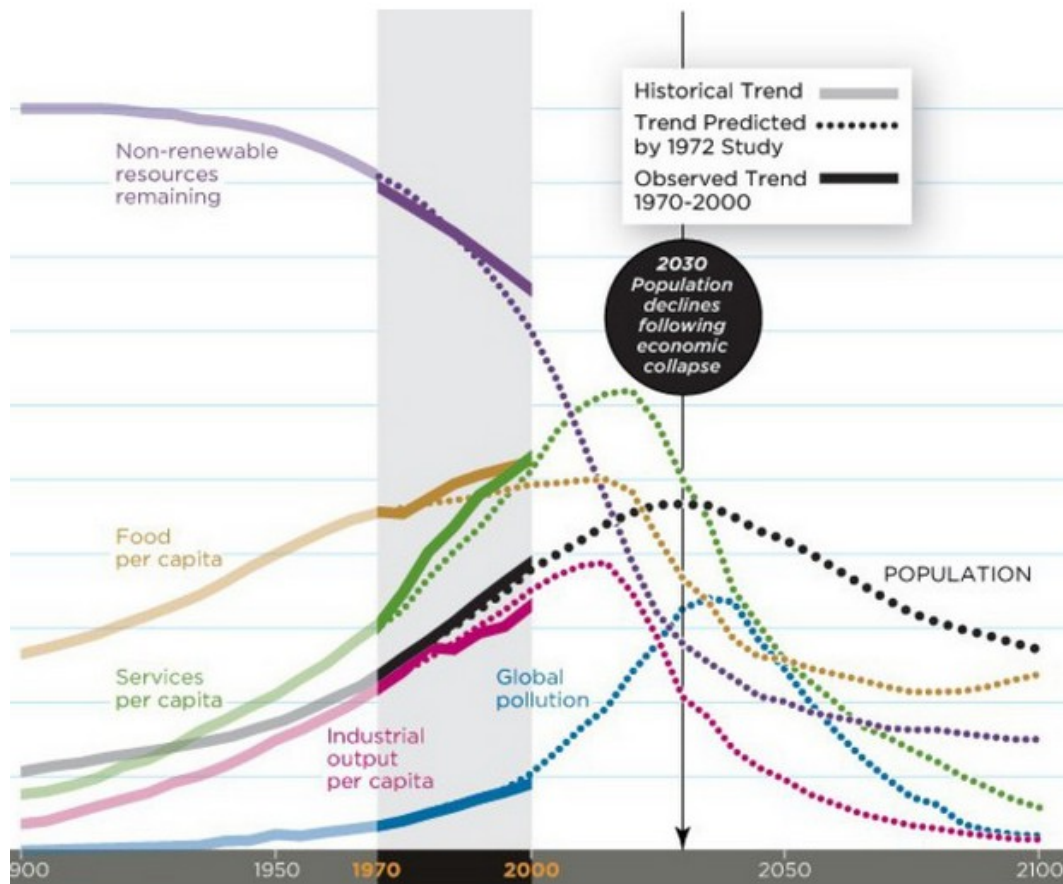
Tellement habitué aux évolutions linéaires, le cerveau de l'homme non mathématicien n'appréhende pas une des particularités de la croissance exponentielle : sa vitesse. Cette incapacité d'intelligence est un des éléments qui nous permettent de comprendre l'évolution de notre conscience écologique. Notre cerveau nous fait intuitivement percevoir l'apocalypse écologique, pourtant prévisible à un horizon de 50 ans, comme un événement possible à une échéance extrêmement lointaine.

Pour les besoins de notre démonstration, nous proposons d'imaginer un quelconque territoire découpé en 1024 unités de surfaces équivalentes, qui pourrait être par exemple la mer Méditerranée ou bien la planète entière. Pour simplifier, nous considérerons que le système qui a organisé l'exploitation de ce lieu, n'a dégradé jusqu'en 1970 aucune de ces 1024 petites surfaces.

Explorons, de 1970 à 2070, un siècle de conscience écologique.

Minime anicroche en 1970 : 1 seule unité de surface est dégradée. Ce peut-être quelques fonds marins et quelques espèces de poissons si l'on a considéré comme territoire la mer Méditerranée, ou l'assèchement de la mer d'Aral si l'on a considéré la planète. Le millième de la surface s'est dégradé, mais qui s'en aperçoit ? Les habitants qui côtoient cette dégradation, sont les oubliés du jeu gagnant-gagnant de la mondialisation des échanges. Juste 7 hurluberlus, scientifiques de haute volée au sein du « Club de Rome » se posent la question du nombre d'unités qui seront à ce rythme dégradées en 2050. Ils modélisent des dynamiques qui se révèlent des exponentielles qui interagissent, en s'appuyant sur diverses données mondiales comme la production, la pollution, la population, etc. Les résultats sont choquants : si le business continue sans inflexion, les dégâts irréversibles entraineront une chute de population dès 2030. Ils écrivent un best-seller sur les limites de la croissance

Le scénario *business as usual* du livre "*Limits to growth*" de 1972



Léger problème local en 1980 : 2 unités sont dégradées. Pourquoi se soucier de 2 unités sur 1024 ? Une explosion frénétique de douce consommation, appelée croissance, cache le problème sous le tapis. La question du futur ne se pose alors que pour quelques mathématiciens et certains écologistes. Ils se demandent toujours comment va augmenter cette dégradation : de manière linéaire ou exponentielle ? Les deux tendances sont toutes deux encore envisageables puisque les séries linéaires et exponentielles commencent par les mêmes chiffres : d'abord 1, ensuite 2...

L'accroissement linéaire atteint 1024 en 1024 coups : 1 (en 1970), 2 (en 1980), 3 (en 1990), puis 4, puis 5 ... et enfin 1024 (dans 10 000 ans)

L'accroissement géométrique atteint 1024 en 11 coups : 1 (en 1970), 2 (en 1980), 4 (en 1990), 8 (en 2000), 16 (en 2010), 32 (en 2020), 64 (en 2030), 128 (en 2040), 256 (en 2050), 512 (en 2060), 1024 (en 2070).

Le président américain Reagan est un non mathématicien, dont le cerveau pense linéaire. Il fustige donc en 1985 le travail du Club de Rome en affirmant que pour l'Amérique il n'y a pas de *Limits to Growth*.

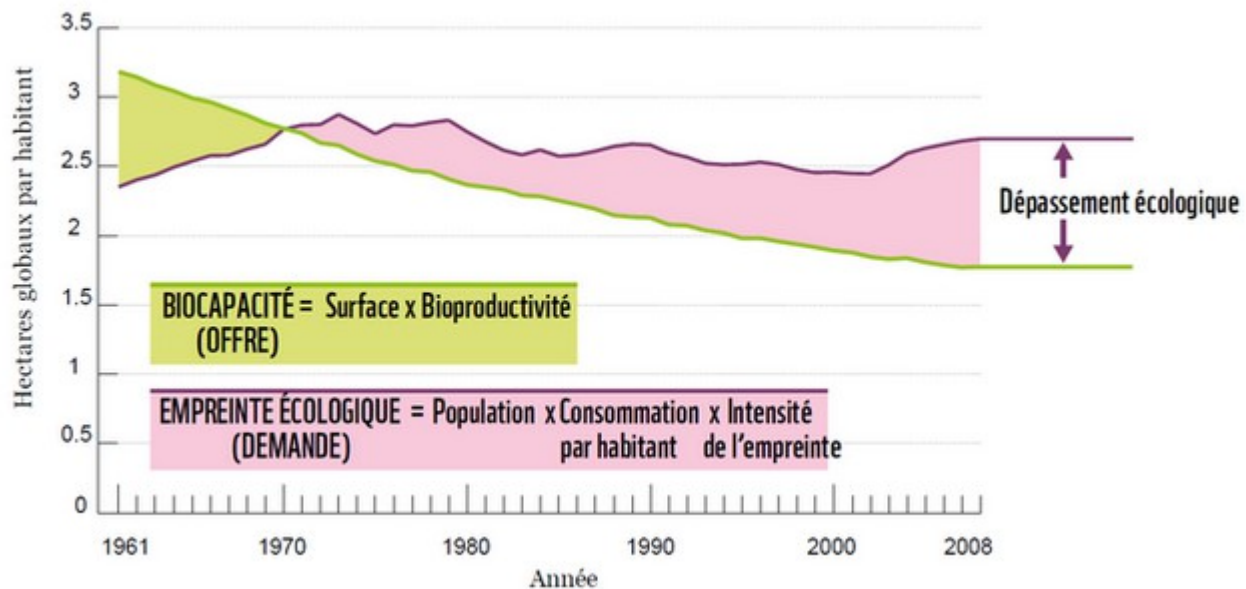
Petit problème mondial en 1990 : 4 unités sont dégradées. Au Sommet de la terre de Rio en 1992, le petit monde des décideurs politiques flippe : et si le « Club de Rome » avait raison ? On vit trop bien cependant. Au moins ceux qui profitent au plus du système. Et il faut être réélu. Le président américain, Bush père, dénonce publiquement la pensée anti progrès du livre

Limits to Growth. Dans le cerveau de Bush 1, 2, 4 n'est pas si loin de 1, 2, 3. Si la vitesse de destruction s'avère n'être finalement que linéaire, il reste 10 000 ans avant l'effondrement.

2000-2010 : Problème mondial sérieux: 8 unités sont dégradées. Le GIEC confirme l'apocalypse climatique. Pourtant, ceux pour lesquels il fait si bon à vivre de surconsommation préfèrent retenir les doutes climato-sceptiques. Il reste 1016 unités saines. Ils redemandent aux scientifiques de vérifier leurs mesures et voir si d'autres facteurs n'entreraient pas en jeu : est-ce bien 1, 2, 4, 8 ? Les mesures des scientifiques ne sont-elles pas imprécises ? Toutes les complexités sont-elles bien prises en compte ? La série ne redeviendra-t-elle pas finalement linéaire après deux anomalies, le 4 et le 8, liées à d'autres causes qui ne se reproduiraient pas ? Si c'était le cas, en 2070 ce ne seraient que 11 unités dégradées sur 1024, à peine 1% de la surface. Ce serait une fausse alerte de déclinistes grincheux et les inventions technologiques auraient le temps de nous sauver.

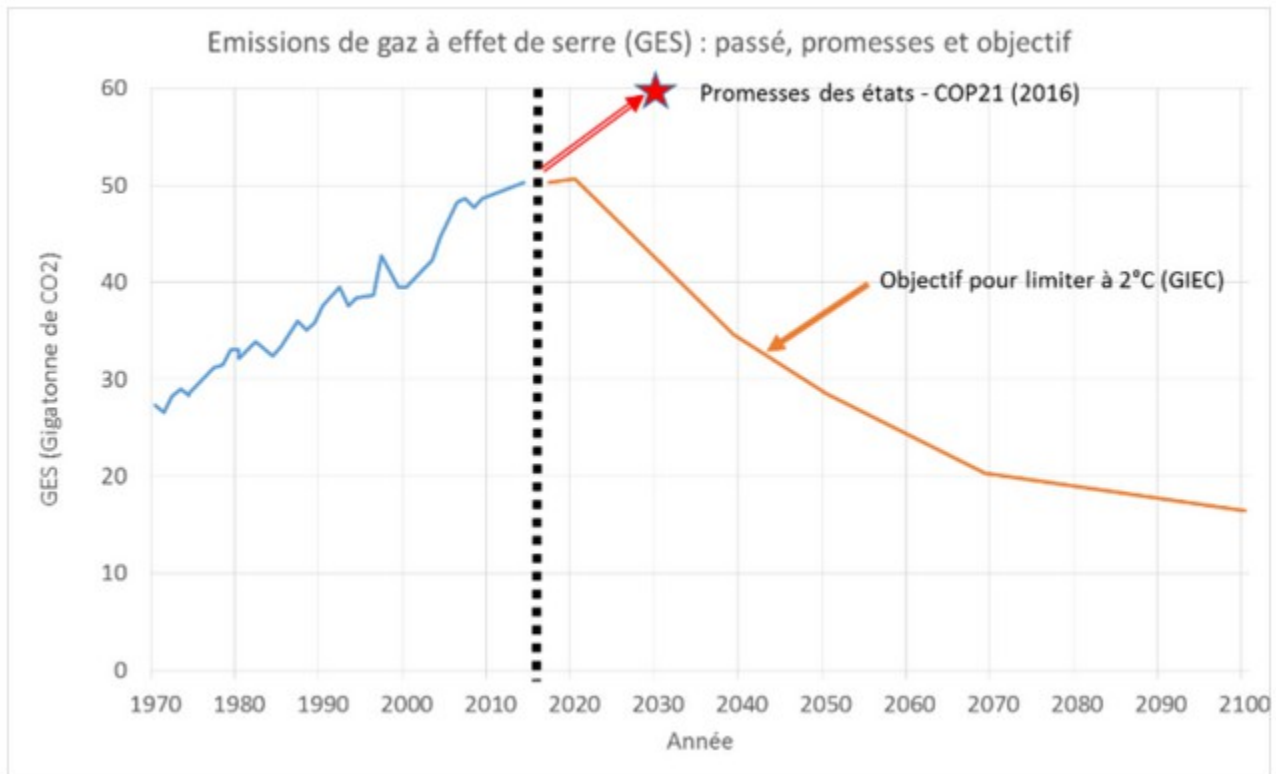
2010-2020 : Risque de catastrophe: 16 unités sont dégradées. De ces unités dégradées, l'homme ne tire plus aucun moyen de subsistance. Ceci accélère la dégradation d'autres unités. De nouveaux hurluberlus proposent de vivre « la décroissance » comme une solution à étendre à l'humanité entière : chacun se contentant d'une juste part.

La matérialisation scientifique du dépassement écologique



Face à la catastrophe (en 2020, 32 unités sont dégradées), la COP21 en 2016 se contente d'**une mesurette**. Elle cumule des promesses qui, même si elles étaient tenues, ne permettraient pas de limiter le réchauffement climatique à 2°C.

La promesse de gascon de la COP21



La COP 21 voudrait éviter la catastrophe sans toucher aux écarts qui se creusent entre les riches et les pauvres et conforte le président Obama qui affirme alors que le mode de vie des américains reste non négociable : pour que le mode de vie américain passe de 4 planètes à 1 planète, on mise sur la seule technologie et ... on croise les doigts. En 2017, pour la première fois la pauvreté dans le monde ne baisse plus.

Le choc en 2030 : 64 unités sont dégradées. Face à la catastrophe perceptible aux yeux de chacun, maintenant que 6% du territoire est détérioré, le cerveau humain reconnaît le danger de la tendance exponentielle.

Pour freiner la dégradation de 6% de plus, promise à la fin de la décennie, deux options émergent.

L'option de répartir également les consommations sans dépasser ce que notre planète fournit chaque année soit une division par 4 de l'ordinaire des habitants des pays riches et par 2000 des trains de vie des plus riches.

L'option de laisser disparaître en dix ans les 20% de la population qui consomment 6% de la production mondiale. Soit 1,5 milliard d'humains.

Empêcheront-elles qu'en 2040, 128 unités seront dégradées ? En 2050, les 256 unités dégradées représenteront 25% de l'espace encore disponible. En 2060, l'humanité se partagera 50% de l'espace viable. En 2070, la dégradation exponentielle aura couvert la totalité du territoire.

De 1970 à 2070, la tragédie du temps...

La tragédie du temps si bien chantée par le poète Moustaki:

« Pendant que je dormais, pendant que je rêvais

Les aiguilles ont tourné, il est trop tard...

Certains se sont battus, moi je n'ai jamais su

Passe, passe le temps, il n'y en a plus pour très longtemps...

Pendant que je chantais, pendant que je t'aimais

Pendant que je rêvais il était encore temps »

La tendance exponentielle de la dégradation a été comprise en 1972 par les scientifiques hurluberlus du « club de Rome ».

Quant à nous autres, l'exponentielle nous a surpris.

Environnement et ressources : le modèle économique du gaspillage

14 juil. 2018 Par **PIERRE SASSIER** Mediapart.fr

La première prise de conscience des catastrophes à venir est la publication du club de Rome "les limites de la croissance". Qu'aurions-nous du faire pour conjurer les menaces et, surtout, qu'avons-nous fait ? Rien, si on en croit cet article, signé en 1988 par René Dumont (1904-2001) qui apparaît terriblement d'actualité en regard de la succession de nouvelles environnementales désastreuses.

Une planète mise à sac **La survie de l'humanité en grand péril**

par René Dumont (le Monde Diplomatique, 1988)

« Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir en sachant pertinemment que nous ne pourrons jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous maudire d'avoir été si dépendants, ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre : les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions. »

Notre avenir à tous, 1988.

En 1970, les Nations unies, déjà inquiètes de la pollution croissante, du gaspillage des ressources rares non renouvelables, de l'explosion démographique et de l'avancée des déserts, avaient commandé une étude qui fut coordonnée par les très regrettés Barbara Ward et René Dubos. Ce premier avertissement avait abouti à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui siège à Nairobi. En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies confia à Mme Gro Harlem Brundtland (premier ministre travailliste de Norvège) et à M. Mansour Khalid, du Soudan, la direction d'une seconde étude qui allait être menée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Formée de dix-neuf autres commissaires (six venant des pays occidentaux riches, trois des pays de l'Est et douze des pays dits « en voie de développement », dont la Chine), cette commission a, pendant trois années, sollicité les avis de milliers d'instituts, d'organisations et de particuliers représentant la majorité de la communauté scientifique mondiale, des économistes, des juristes et même des «

politiques », mais tous indépendants de leurs gouvernements. Elle a présenté, en vue de les faire discuter, ses premières conclusions dans de nombreuses audiences publiques (public hearings) réalisées en Indonésie, au Zimbabwe, au Kenya, au Brésil, en URSS, en Allemagne fédérale, au Japon, en Norvège et au Canada. Le plus extraordinaire est que ces milliers de chercheurs et de politiques sont arrivés à un accord sur une conclusion dramatique, en sachant bien qu'ils mettent ainsi en cause toute notre civilisation, jusqu'ici fondée sur le mythe d'une croissance économique ne tenant aucun compte de l'environnement, base de la continuité. Le rapport de cette commission, publié en anglais en avril 1987 sous le titre *Our Common Future* (1), a eu un grand retentissement en Amérique du Nord, mais est resté à peu près ignoré en Europe continentale et notamment en France. Ce sont des éditeurs québécois qui viennent enfin de le publier en français sous le titre *Notre avenir à tous* (2). La France, qui avait été trop peu impliquée dans cette commission - on se demande pourquoi, - se serait honorée en faisant paraître cette traduction. Une fois de plus, elle a manqué le coche...

La situation est bien autrement dramatique qu'en 1970. Aux menaces déjà reconnues de pollutions multiples, de pluies acides et d'épuisement des ressources rares non renouvelables, s'ajoutent deux altérations mondiales qui mettent en jeu, dans un délai limité, l'existence même de l'humanité. L'ozone de haute altitude nous protège des rayons ultra-violet capables, si on les laisse tous passer, de provoquer des cancers généralisés et même de menacer toute forme de vie. Or voici que cette couche protectrice diminue dangereusement. A Montréal, en septembre 1987, on s'est mis d'accord pour réduire la production des gaz qui la menacent, comme le chlorofluorocarbone de nos aérosols. On parle donc de réduire, alors qu'il faudrait vite supprimer ces dangers, même si des intérêts économiques sont en cause, car nos vies, elles, sont en jeu.

Par ailleurs, la teneur en gaz carbonique (CO₂) de l'atmosphère n'avait guère varié jusqu'à la révolution industrielle. Avec le déboisement généralisé et, surtout, un usage sans cesse accéléré des combustibles fossiles (charbon, lignite et, plus encore, dérivés du pétrole), on a constaté une élévation de plus en plus rapide de cette teneur. Or ce CO₂ accru, allié à d'autres gaz, comme le méthane, provoque un effet de serre : les rayons du soleil le traversent, mais pas les rayons réfléchis par la terre. Le résultat est un réchauffement global de l'atmosphère, qui a déjà commencé aux environs de 1970. Sur les six années les plus chaudes (en moyenne mondiale) observées depuis qu'on mesure les températures, quatre se situent entre 1980 et 1987. La sécheresse se généralise, de l'ensemble de l'Afrique à l'Inde et à l'ouest des Etats-Unis et du Canada. La disparition des forêts éthiopiennes compromet la vie de l'Egypte en réduisant le débit du Nil (3). Et tous les fleuves du monde, du Niger au Mississippi, du Gange au fleuve Jaune, voient leur débit diminuer dangereusement...

Accaparement et gaspillage

Si les tendances actuelles se prolongent, si nous n'arrivons pas à réduire rapidement nos gaspillages d'énergie, nous savons maintenant en toute certitude que la température sans cesse accrue va perturber tous nos climats, donc toute l'agriculture; tandis que les pluies acides menaceront de plus en plus nos écosystèmes aquatiques et forestiers. Le réchauffement consécutif des masses d'eau de mer va les gonfler; en y ajoutant la fonte des glaces polaires, cela élèvera le niveau des océans, menaçant toutes les installations portuaires du monde, toutes les basses vallées et toutes les zones côtières, où vit le tiers de la population mondiale. Le trop rapide recul des forêts tropicales (11 millions d'hectares en moins par an) va faire

disparaître des centaines de milliers d'espèces végétales et animales dont on pourrait tirer grand parti; tout en accentuant les sécheresses et les inondations. De son côté, l'explosion démographique, généralisée dans le tiers-monde, plus accentuée en Afrique, accélère ce recul des forêts, tout comme elle contribue à détruire des pâturages et à dégrader des sols : on compte déjà 6 millions d'hectares de déserts en plus chaque année dans le monde; et le rythme risque fort de s'accélérer.

Si les géologues estiment que la « civilisation des dinosaures » a dominé notre planète pendant cent soixante-dix millions d'années, il devient de plus en plus improbable que la civilisation de l'homo sapiens puisse se prolonger au-delà de quelques siècles, sinon de quelques millénaires. La seule chance d'une survie plus prolongée exige impérieusement le rejet intégral de notre civilisation de gaspillage; donc du libéralisme économique, sur lequel elle se fonde et par lequel elle se justifie.

Le coût d'extraction d'un baril de pétrole en Arabie saoudite, après 1920, était des plus modestes, parfois de quelques cents. Et ce fut une base primordiale de la fixation du prix du carburant, la définition de son « prix de revient ». Ce qui a incité à un invraisemblable gaspillage d'une ressource fossile non renouvelable et finalement aussi rare que le diamant, si on se place à l'échelle mondiale et à l'échelle historique de nos besoins, et de ceux de tous nos descendants. Les pays riches ont accaparé ce pactole, et le système économique qu'ils ont réussi à imposer sur notre « petite planète » leur permet de le gaspiller sans vergogne.

Ce gaspillage n'est possible, nous le rappelions dès 1973 (4); que parce que les pays pauvres n'ont pas les « moyens » d'en utiliser autant, en proportion de leur population : ils ne peuvent même pas en disposer pour couvrir leurs besoins les plus élémentaires. Comme il n'est pas généralisable à l'échelle mondiale, notre *american way of life* est donc profondément immoral. Et pour ceux qui refusent d'inclure la morale dans l'économie, disons qu'ils nous conduisent à la mort.

Certes, les automobiles ne dépensent, en carburants, que 20% de l'énergie consommée dans les pays industrialisés. Mais les préfaciers canadiens de l'édition française de "*Notre avenir à tous*" soulignent à juste titre que ce calcul ne tient compte que des carburants versés dans les réservoirs des véhicules. Si l'on y ajoute l'énergie consommée dans la fabrication et l'entretien des véhicules (minerais, fonderies, assemblage et distribution des pièces, etc.); si l'on tient compte, aussi, de l'énergie dépensée pour créer et entretenir tout le réseau des transports automobiles et, également, du fait que l'automobile a encouragé la dispersion urbaine de faible intensité, etc., alors on peut estimer que l'automobile, et surtout la voiture particulière, est responsable de la moitié de la consommation énergétique d'Amérique du Nord et des pays riches d'Europe. Luc Gagnon et Harvey Mead, préfaciers de l'édition française, concluent donc : « Dans les pays occidentaux, il n'existe pas de scénario de basse consommation d'énergie sans réduction de l'utilisation de l'automobile privée. » Je préciserais, pour ma part, réduction massive et rapide comme condition de notre survie. Il faudrait d'abord que nos politiques nous disent quelle priorité ils accordent à cette survie à long terme, que nous n'avons pas réussi, depuis 1974, à introduire dans les préoccupations électorales.

Le libéralisme, voilà l'ennemi

Bien d'autres gaspillages caractérisent notre civilisation, comme nos multiples produits d'utilité douteuse et de nocivité certaine, nos gadgets, nos suremballages, nos gazons à coupe motorisée, etc. Tout cela aboutit à des montagnes d'ordures, plus ou moins toxiques, qu'il va nous falloir

vite trier et recycler, à défaut de pouvoir les déverser, comme certains ont récemment essayé de le faire, dans les pays les plus pauvres qui ont espéré desserrer ainsi le carcan de leurs dettes (5). Les tenants du libéralisme prétendent généralement, aujourd'hui encore, et contre toute évidence, ignorer tout ce qui concerne l'environnement et les menaces que comporte sa dégradation. En 1700, le pays le plus prospère de la planète n'était que deux fois plus riche que le pays le plus pauvre. L'économie libérale a, depuis, permis et favorisé la croissance monstrueuse des inégalités. C'est par le « pillage du tiers-monde » que nous avons pu accroître à un niveau désormais intolérable tous nos gaspillages : et voici qu'ils menacent l'humanité tout entière. Compter sur l'"infaillibilité" des mécanismes économiques du marché ou sur la générosité et les bons sentiments des riches et des puissants pour résoudre ces graves problèmes, voilà bien ce qui a conduit là où nous sommes : « Au bord de l'Apocalypse », comme le titrait le Devoir de Montréal en rendant compte de la réunion de Toronto de la fin juin. Pas celle des chefs d'Etat, mais celle, bien plus importante pour l'avenir de la planète, qui, une semaine plus tard, discutait de ce rapport Brundtland et des menaces climatiques mondiales.

Réduire la consommation des combustibles fossiles est donc devenu un impératif de survie. Le meilleur moyen d'y arriver est d'en augmenter, progressivement certes, mais rapidement et très fortement, le prix. Ce qui, combiné à des vignettes aux tarifs vite prohibitifs, obligera à renoncer aux voitures d'orgueil, puissantes et mortelles; puis, finalement, à toutes les voitures particulières. Les courses d'autos, les rallyes du type Paris-Dakar devront bientôt être interdits. Ce qui nous amènera à développer tous les transports en commun de la convivialité, puis à repenser notre urbanisme; et finalement toute notre civilisation. Cette élévation des prix rendra « rentables » toutes les mesures d'économie d'énergie, comme des maisons mieux isolées, et toutes les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire (la plus abondante), celle du vent, des petites chutes d'eau, des marées, etc.

Quand les nouveaux prophètes du libéralisme, comme M. Guy Sorman, ignorent tout de l'environnement mais prétendent résoudre tous les problèmes économiques par le « moins d'Etat », et même proclament très haut, sans essayer de la prouver, la « défaite de Malthus », ils sont désormais ridiculisés par ce rapport sur l'environnement et le développement - approuvé, rappelons-le, par l'ensemble de la communauté scientifique mondiale. De ce fait, les voici disqualifiés en tant qu'enseignants.

D'autres disqualifications s'imposent, comme ceux des « écologistes » qui disent croire à l'astrologie ou diffusent des thèses antiscientifiques sur l'influence des astres et la prétendue « science de l'invisible », celle des disciples du charlatan Steiner. N'oublions pas, enfin, que la dégradation de l'environnement est au moins aussi marquée dans les pays de l'Est, des démocraties populaires de l'URSS et à la Chine. Le prétendu socialisme (en réalité étatsisme dogmatique) qui y règne n'a pas apporté, jusqu'ici du moins, des solutions valables.

Avec l'explosion du gaspillage, dit « productiviste », des pays développés, la seconde menace sur l'avenir de l'humanité est l'explosion démographique du tiers-monde. Rostow leur disait en 1961 : « Suivez notre modèle de politique économique, et vous arriverez à l'abondance. » Or, nous dit Lester Brown (6), c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un continent entier, l'Afrique, voit son niveau de vie diminuer depuis quinze ans, en temps de paix mondiale.

Aucun espoir donc de réduire assez vite la natalité, comme nous l'avons fait, par le relèvement du niveau de vie - et « le lit de la misère est fécond », disait Josué de Castro. Un espoir

subsiste cependant : le Sri-Lanka et le Kérala, en Inde, ont fortement réduit leur natalité en généralisant l'éducation des fillettes, rurales incluses.

Mais les « prêts d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international exigent la réduction des dépenses publiques, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a montré que cela touche aussi les budgets d'éducation et de santé. Le tiers-monde endetté (il l'est aussi par le mécanisme du sous-paiement de ses denrées agricoles et minérales d'exportation) est obligé de développer ses cultures d'exportation aux dépens de ses cultures vivrières, donc de la nutrition et de la santé de la majorité de la population. Il brade à trop bas prix son patrimoine de richesses minérales et pétrolières. Il démolit les forêts d'Amérique du Sud pour en faire de mauvaises prairies, où l'on produit de la viande de bœuf à destination de l'Amérique du Nord, qui en dispose déjà en surabondance, avec sa propre production. Avec l'automobile, c'est la religion du bifteck, la protéine de loin la plus coûteuse, qu'il faut mettre en cause.

La survie prolongée de l'humanité commence par la réduction des inégalités : il faut payer correctement toutes les ressources rares et non renouvelables de la planète, pour en diminuer le gaspillage. Et par la réduction massive des dettes du tiers-monde - et même leur suppression, pour les plus pauvres.

Chacun s'accorde à redouter l'"hiver nucléaire", et le président Reagan a dû finir par rechercher un accord avec ce qu'il appelait l'empire du mal. Claude Julien rappelait récemment (7) que Moscou et Washington disposent de 26 000 fois la puissance de tous les explosifs utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Ces deux superpuissances voient leurs économies toutes deux menacées par l'excès délirant de leurs dépenses militaires : le moment est propice pour les ramener à la raison. Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégâts » (sustainable development), on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environnement, les innovations technologiques, l'immense effort de recyclage, exigent un gigantesque effort d'investissement totalement repensé, et d'abord de recherche. Or une proportion excessive de chercheurs - entre le tiers et la moitié - sont obligés de se consacrer, directement ou indirectement, aux recherches militaires. Les dépenses d'armements ont aussi contribué à l'endettement du tiers-monde. La sécurité de l'humanité, de nos pays, ne peut plus être assurée, ne peut plus être recherchée, par un accroissement exorbitant des dépenses consacrées, par exemple, à ce qu'on appelle la « guerre des étoiles ». Seule la protection de l'environnement nous assurera la vraie sécurité, celle de la vie.

A problème mondial, autorité mondiale

Tous ces problèmes ne peuvent plus être vraiment résolus qu'à l'échelle mondiale. Comme ils ont d'énormes répercussions économiques, et politiques, ils ne peuvent plus être abordés efficacement en l'absence d'une autorité politique et économique établie à l'échelle de notre planète. Nous sommes passés de la famille au clan, puis aux duchés, aux nations, aux empires; et nous voici déjà en présence d'une Communauté, et finalement de deux blocs : l'Est et l'Ouest. Il nous faut franchir une "nouvelle frontière" par la réalisation, étape par étape, par dialogues, erreurs et rectifications, d'une forme d'autorité mondiale ayant les moyens d'imposer les politiques et les économies désormais indispensables à la survie prolongée de l'humanité. Nous lui fixerions cette tâche comme son objectif absolument prioritaire. Tâche

éminemment complexe et difficile, mais l'enjeu en vaut la peine.

L'humanité tout entière se trouve, pour la première fois de son histoire, en présence d'une série de décisions qui commande tout son avenir. Il ne s'agit plus de choisir entre Moscou et Washington, ni même entre le Nord et le Sud. Le problème est en quelque sorte plus simple, il se situe entre la vie et la mort, pour nos descendants. Mais le choix de la vie entraînera, pour les privilégiés abusifs que nous sommes, une série de contraintes : il nous faut renoncer à tous les gaspillages qui ne satisfont guère que notre orgueil. Il nous faut rebâtir une société où la solidarité respectera la dignité de l'autre et de nos descendants, pas seulement en paroles mais économiquement, politiquement et écologiquement (8).

René Dumont

Agronome, auteur, entre autres, avec Charlotte Paquet, de Misère et chômage, Libéralisme ou démocratie, Le Seuil, Paris, 1994.

Notes :

(1) Our Common Future, World Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.

(2) Notre avenir à tous, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, édition du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(3) Voir Habib Ayeb, «Quand baissent les eaux du Nil», Le Monde diplomatique, août 1988.

(4) René Dumont, Utopie ou la mort, éditions du Seuil, Paris, 1973.

(5) Voir Anne Maesschalk et Gérard de Séllys, «Le cri d'alarme des pays-poubelles», Le Monde diplomatique, août 1988.

(6) Du Worldwatch Institute, Washington.

(7) Claude Julien, «Le prix des armes», Le Monde diplomatique, juillet 1988.

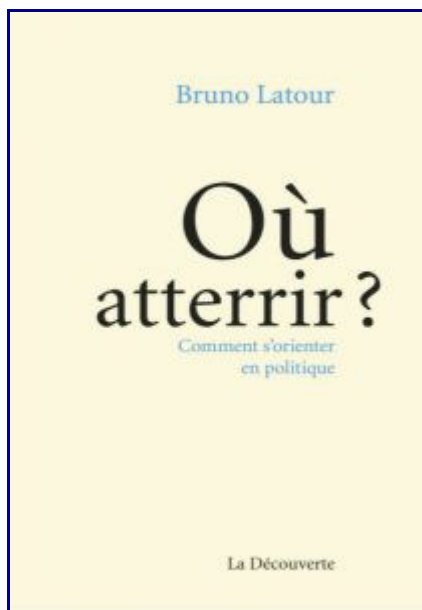
(8) René Dumont (avec la collaboration de Charles Paquet) fait paraître aux éditions du Seuil, à la mi-octobre 1988, un livre qui développe ces

idées, avec plus d'accent sur le tiers-monde, sous le titre Un monde intolérable, le libéralisme en question. (288 pages, 110 F).

Où atterrir ? Le dernier Latour

Loïc Steffan Published 26 novembre 2017

Dans son dernier ouvrage, Bruno Latour nous propose d'étudier « Où atterrir ? ». Le programme est assez simple. Il s'agit de comprendre les phénomènes climatiques, écologiques, économiques et politiques pour trouver une façon de quitter nos représentations hors-sol de la réalité et atterrir sur la terre ferme afin de mieux envisager les voies qu'il nous reste à explorer. Il utilise souvent des mots avec une majuscule pour indiquer qu'il les traite comme des concepts simplifiés. Il accepte l'idée d'émettre des hypothèses notamment sur le négationnisme (plutôt que du scepticisme) des élites.



L'auteur a conscience du talon d'Achille de son entreprise. Il faut donner aux gens des réponses simples aux questions suivantes :

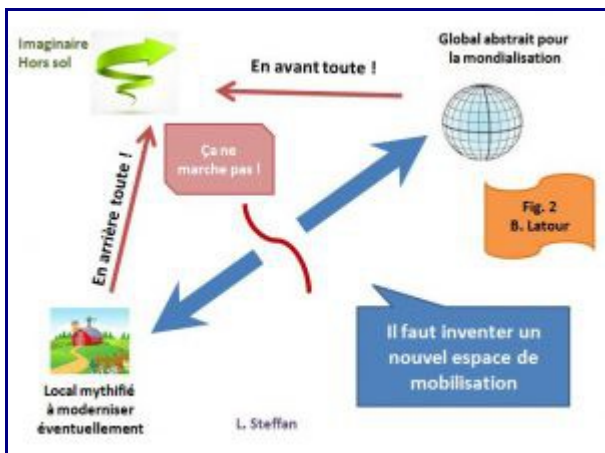
- Qu'est-ce qu'on en fait pratiquement et qu'est-ce que ça change pour moi ?
- Est-ce que je dois manifester, suivre les leçons de Saint-François ou me lancer dans la permaculture, ou que sais-je encore ? Il ne peut y répondre mais nous invite à changer notre regard sur l'époque, seule façon de se donner une chance de pouvoir y répondre un jour. Cependant il nous propose une carte pour se repérer dans ce nouveau paysage afin de s'y frayer un chemin.

Aujourd'hui on pourrait avoir l'impression terrifiante que la politique s'est vidée de sa substance, qu'elle n'a plus ni sens ni direction, qu'elle est devenue littéralement imbécile autant qu'impuissante. Pour Bruno Latour la raison principale est liée au fait que ni le global ni le local n'ont d'existence matérielle et durable. Ils sont des représentations issues de notre conception de la modernité qui imaginait une sorte de flèche du progrès du local vers le global et de l'amélioration du sort des individus et de leur émancipation des préoccupations naturelles. Toute la désorientation actuelle vient du surgissement de l'anthropocène, avec une Terre qui réagit désormais aux actions des hommes et interdit aux « modernes » de savoir où ils se trouvent, dans quelle époque, et surtout quel rôle ils doivent dorénavant y jouer. Toute la sagesse accumulée dans les siècles passés réglait les problèmes de quelques millions d'êtres humains dans une arène stable. Aucune société humaine, aussi sage et prudente fut-elle, n'a eu à comprendre les réactions du système-Terre à l'action de huit milliards d'humains, et c'est notre problème.

Pour dérouler son explication, l'auteur va développer 6 petits schémas autour des modifications que nous vivons. Je les ai simplifiés pour en garder 4.



Avec le premier schéma, le philosophe nous représente l'arène des luttes telles qu'elles se déroulent depuis des décennies. Un clivage gauche / droite parcourt la société. Être moderne, c'est finalement aller vers l'universel et le global et émanciper le plus possible l'individu du poids de la société dans laquelle il est inséré. Si l'on parlait d'économie, par exemple, il y avait une droite qui voulait toujours plus de global alors qu'il y avait une gauche qui voulait le limiter celui-ci, protéger les plus faibles contre les forces du marché. Inversement, si l'on parlait de « libération des mœurs » et, plus précisément, de questions sexuelles, on trouvait une gauche qui voulait aller toujours plus loin en avant vers le global, alors qu'il y avait une droite qui refusait fortement de se laisser entraîner sur cette « pente glissante ». Oui mais voilà que ce front de la modernité explose littéralement sous nos yeux et que le clivage droite/ gauche ou libéraux/conservateurs perd de sa pertinence. Mais ces clivages sont profondément ancrés dans nos représentations. C'était difficile à percevoir auparavant. Même Karl Polanyi, dans le superbe ouvrage *La Grande Transformation*, s'est trompé sur les ravages du libéralisme, qu'il pensait voir derrière lui, à cause de la grande immobilité des repères politiques.



Le deuxième temps est la mise en place d'une réponse vers un système hors-sol, véritable fuite en avant, qui atteint son paroxysme dans l'élection de Trump. On observe deux directions essentielles dans cette fuite en avant. L'originalité du Président américain, c'est de conjindre dans un même geste le profit maximal en abandonnant le reste du monde à son sort et le retour en arrière de tout un peuple vers les catégories nationales et ethniques (« Make America Great Again » derrière un mur !). Cette marche en avant toute vers la globalisation économique et financière des élites et la marche arrière toute sur les solidarités internationales, les frontières

est une mythification d'un passé, de valeurs ancestrales et de racines qu'il faudrait conserver. Elles ne sont pourtant que des constructions récentes. Le sociologue considère et reprend l'image du *Titanic*. Les dirigeants savent au tournant des années 80 que le naufrage est assuré et qu'il n'y aura pas de place pour 8 milliards d'habitants sur Terre. Ils se jettent sur les canots de sauvetage durant la nuit et demandent à l'orchestre de continuer à jouer suffisamment longtemps pour assurer leur fuite, avant la collision irrémédiable qui alertera l'ensemble de la population. Conclusion : **le peuple a été froidement trahi par ses élites.**



La COP 21 est un nouveau tournant. Il faudrait plusieurs planètes. Nous n'en avons qu'une et l'espoir du développement pensé par les modernes s'évanouit. Il faut donc arriver à changer d'angle de réflexion et basculer les mobilisations de l'ancienne frontière du progrès vers une réflexion qui prenne en compte les contraintes terrestres. Pour nos catégories habituelles, c'est un tournant à 90°. C'est aussi la direction opposée vis-à-vis de l'imaginaire hors-sol.

Du coup il faut redéfinir ou redécouvrir ce qu'est un terrain de vie. C'est lister ce dont l'homme a besoin pour sa subsistance et, par conséquent, ce qu'il est prêt à défendre, au besoin par sa propre vie. Ce qu'il faut documenter, ce sont les propriétés du « terrestre » — dans tous les sens du mot propriété — par quoi il est possédé et ce dont il dépend. Au point, s'il en était privé, de disparaître. La difficulté, évidemment, n'est pas uniquement de dresser une telle liste. Il faut aussi engendrer les conditions de la mise en place des protections nécessaires. Pour notre survie.



C'est maintenant que nous pouvons présenter le dernier schéma. Pour modifier le front de la

modernité devenue caduque et comprendre la délimitation des nouveaux conflits, il faut substituer au combat « moderne » une réflexion sur le « terrestre ».

Pour prétendre s'opposer à la « rationalité scientifique » qui justifie le système actuel, on ne peut pas inventer une manière plus intime, plus subjective et plus enracinée. L'évocation des grands anciens précurseurs comme Thoreau ou d'autres est bien insuffisante. Il faut savoir lier le problème de la nature avec celui de la pauvreté comme l'a si bien fait le pape François dans l'encyclique *Laudate Si*. Il regrette dans ses interviews qu'un écologiste n'ait pas su l'écrire.

Il faut savoir utiliser les résultats positifs (au sens d'Auguste Comte) pour redonner un sens positif aux mots « réalisme », « objectif », « efficace » ou « rationnel ». Il faut les tourner non plus vers le global, où ils ont si clairement failli, mais vers le « terrestre ».

Il faut comprendre que ces combats vont réunir des gens opposés dans les anciens combats. Des libéraux pourront se retrouver côte à côte avec des conservateurs. La notion-même de sol est en train de changer de nature. Il le dit dans ses entretiens : « Avez-vous remarqué que les émotions mises en jeu ne sont pas les mêmes selon que l'on vous demande de défendre la nature — vous bâillez d'ennui — ou de défendre votre territoire — vous voilà tout de suite mobilisé ? »

Ni la souveraineté des États, ni l'étanchéité des frontières ne peuvent plus tenir lieu de politique. La question politique est de rassurer et d'abriter toutes les personnes obligées de se mettre en route, tout en les détournant de la fausse protection des identités et des frontières étanches. Mais il faut aussi rassurer ceux qui sont enracinés sur ces territoires. Il faudra réussir deux mouvements complémentaires, s'attacher à un sol d'une part, se mondialiser de l'autre. Cela signifie qu'il faut savoir multiplier les points de vue et accepter la variété des réponses. Que l'on prenne en compte un plus grand nombre d'êtres, de cultures, de phénomènes, d'organismes et de gens, alors que la modernité était le triomphe de la pensée occidentale. Le goût du local, l'attachement au sol, le maintien d'une appartenance aux traditions, l'attention à la Terre doivent être compris aussi comme un ensemble de sentiments légitimes et non pas comme des positions « archaïques » et « obscurantistes », sauf dans le cas d'un repli malsain.

Notre anthropologue pense que les « réacs » se trompent sur les mondialisations, mais les « progressistes » se trompent tout aussi sûrement sur ce qui tient les « réacs » attachés à leurs us et coutumes.

**Et, du coup, personne n'a la réponse à la question : comment trouver un sol habitable ?
Ni les tenants de la mondialisation, ni les tenants du local.**

La question n'est pas de savoir comment réparer les défauts de la pensée, mais comment partager la même culture, faire face aux nouveaux enjeux, devant un paysage que l'on va devoir explorer de concert.

Pour s'orienter en politique, il faut des choses simples. Il faut savoir assurer la continuité entre les luttes passées et les luttes à venir. Pour cela il ne faut pas des choses compliquées, ne pas chercher plus compliqué que cette opposition entre deux termes. Celle que propose l'auteur, c'est de juger les prises de positions à l'aune de la compatibilité de celles-ci avec les capacités de nos écosystèmes. Il faut accepter de chercher des alliés chez des gens qui, selon l'ancienne gradation, étaient conservateurs ou progressistes. La priorité, c'est de savoir comment s'adresser à ceux qui, avec raison, se sentant abandonnés par la trahison historique des classes

dirigeantes, demandent à cor et à cri qu'on leur offre la sécurité d'un espace protégé. Pour lui, les ZAD sont des mouvements de repolitisation de l'appartenance au sol. Il faut les prendre comme tels. Je préfère la logique des [Communs](#).

Bruno Latour admet que le combat va être dur. Le temps perdu à continuer à arpenter l'ancien vecteur droite/gauche a retardé les mobilisations et les négociations nécessaires. Il revient à Polanyi et nous dit que si celui-ci a surestimé les capacités de résistance de la société face à la marchandisation, il a néanmoins esquissé l'idée que l'addition des forces de résistance imbriquées les unes aux autres pouvait porter des fruits pour peu qu'on leur laisse le soin de combattre et de se mobiliser ensemble

Le point politique essentiel est de comprendre que la réaction de la Terre à l'action des humains apparaît comme une aberration aux yeux de ceux qui croient en un monde terrestre fait d'objets galiléens, alors qu'elle est comme une évidence à ceux qui la considèrent comme une concaténation d'agents lovelockiens.

En basculant d'un système de production des luttes à un système d'engendrement des luttes (la différence entre l'engendrement et la production, selon moi peu claire), on va pouvoir multiplier les sources de révolte contre l'injustice et, par conséquent, accroître considérablement la gamme des alliés potentiels dans les luttes à mener pour le "terrestre". Désormais, nous bénéficions, si l'on peut dire, du secours des agents déchaînés qui obligent à reprendre la définition de ce que c'est qu'un Humain, un Territoire, une Politique, une Civilisation.

Je le redis, il sera nécessaire de ne pas traiter de noms d'oiseaux les gens qui ont des points de départ différents. Je l'ai même écrit en inventant le néologisme « [crispassion](#) ».

J'avais déjà écrit pas mal de chose sur ces questions :

[la démocratie est un processus inachevé](#)

[Peut-on parler de virage à droite de la société](#)

[Réflexion sur les communs](#)

[Qui vivra, qui mourra](#)

J'avais exploré des livres qui donnent des solutions comme ceux de [Pablo & Isabelle](#) ou celui de [Basu](#).

[The End, BD de Zep qui nous annonce l'apocalypse](#)

Michel Sourrouille , Biosphere, 23 août 2018

Zep nous parle des nécessaires écocoguerriers : « Un gros projet industriel de déforestation à Podilsky, une catastrophe écologique ! Beaucoup d'associations et des locaux se sont interposés, mais la société Grüner Notfal a arrosé le gouvernement ukrainien... Un groupe radical allemand, Grüner Notfal (Urgence verte), a décidé d'intervenir de manière plus offensive. On a fait exploser des bulldozers, il y a eu des blessés, beaucoup de gens arrêtés, emprisonnés... »

The End, Zep nous annonce la destruction de la surpopulation : « La forêt n'a pas besoin de nous pour la défendre, elle était là avant nous, elle le sera encore après nous... Nous mesurons les messages que les arbres nous envoient sous forme gazeuse.*

Je pensais que nous étions là pour observer la forêt. Mais en fait c'est elle qui nous observait... La Terre avait décidé de se débarrasser des dinosaures, c'est notre tour. Des champignons se sont gorgés d'une substance, un truc dangereux qui se fixe sur les récepteurs humains. Nous avons analysé les champignons sans les relier aux arbres alors qu'ils travaillaient pour eux. Ils n'étaient là que pour les approvisionner en kereol, une arme chimique utilisée en Syrie. Le programme d'extinction de l'espèce humaine commençait, en utilisant les arbres pour nous empoisonner. Mais les arbres n'avaient pas anéanti l'humanité, ils l'avaient régulée, épargnant un individu par million. Survivant, je n'étais ni l'élu, ni un oublié, je n'étais simplement qu'un point dans leur statistique... Tout était à recommencer. Mais nous avons appris l'essentiel, nous ne sommes pas les maîtres de la terre, nous n'en sommes que les hôtes et la Terre nous laisse une seconde chance. »

* éditions rue de sèvres, 94 pages pour 19 euros

SECTION ÉCONOMIE



Jacques Sapir: "Cet écart entre la bourse et le réel risque de se traduire par une correction extrêmement brutale !"

Publié le 21 août 2018 à 19:33:38 / 4 commentaires / 1 372 vues

Le face à face a opposé Jacques Sapir, économiste, directeur d'études à l'EHESS, rédacteur en chef du site russeurope, membre des Econoclastes, et Serge... Lire la suite



Voici ce qui pourrait arriver si le papier-monnaie perdait sa valeur

Publié le 21 août 2018 à 15:00:31 / 2 commentaires / 1 626 vues

Claudio Grass, conseiller indépendant en matière de métaux précieux et ambassadeur du Ludwig von Mises Institute, installé à Auburn en Alabama, a confié dans une... Lire la suite



La Grèce est aujourd'hui écrasée par une montagne de dettes qui atteint 180% de son PIB

Publié le 23 août 2018 à 09:00:41 / 7 commentaires / 541 vues

La Grèce émerge officiellement lundi du troisième des plans d'aide aussi stricts qu'impopulaires sous lesquels elle vivait depuis 2010, sans pour autant en... Lire la suite



Chine: le niveau d'incertitude de la politique économique s'envole !

Publié le 22 août 2018 à 17:57:10 / 1 commentaire / 680 vues

Chine: le niveau d'incertitude de la politique économique au plus haut ! Des signes de ralentissement de l'économie chinoise Egon Von Greyerz: "Risque mondial... Lire la suite



Face aux sanctions américaines, la Russie continue à acheter de l'or et à liquider ses bons du trésor US

Publié le 22 août 2018 à 20:15:52 / 5 commentaires / 934 vues

Face aux sanctions américaines, la Russie continue d'accumuler de l'or. La banque centrale russe a acheté 26,1 tonnes au mois de juillet, un record sur... Lire la suite

L'erreur de Donald Trump

Rédigé le 23 août 2018 par [Bill Bonner](#)

La Fed manipule l'économie selon un schéma très précis qui sert bien les politiques en place... mais il semblerait que Donald Trump n'ait pas compris comment jouer le jeu.

On vient d'apprendre que l'homme qui a rendu sa grandeur à l'Amérique en un temps record (18 mois seulement) – le chômage US est à un plus bas de 50 ans tandis que les actions ont atteint un sommet historique – affirme n'être « pas emballé » par la politique de resserrement monétaire de la Fed.

De CNBC :

« Le dollar a baissé mardi après que le président américain Donald Trump a blâmé la Réserve fédérale pour sa décision d'augmenter les taux ; dans le même temps, les marchés boursiers mondiaux ont grimpé, la forte croissance de l'économie et des revenus favorisant les actions dans un environnement relativement calme.

Trump a déclaré lors d'un entretien avec Reuters lundi qu'il n'était 'pas emballé' par le fait que la Fed, dirigée par celui qu'il a lui-même nommé, Jerome Powell, avait augmenté les taux, et que la banque centrale américaine devait en faire plus pour stimuler l'économie ».

Donald Trump n'est pas fan des augmentations de taux.

Nous pensons savoir vers quoi tout ça se dirige. A vrai dire, lorsqu'il arrivera ce que nous pensons qu'il arrivera, nous ne serons pas trop fan nous non plus.

L'Erreur n°2

Rappelez-vous que la Fed est en train de commettre l'Erreur n°2 : augmenter les taux pour tenter de réparer les dégâts qu'elle a causés avec l'Erreur n°1 (les laisser trop bas pendant trop longtemps).

Elle en est en fait toujours à l'Erreur n°1, puisque le taux directeur de la Fed est encore

inférieur à l'IPC (inflation). En net, la Fed pratique toujours des taux négatifs – près de 10 ans après l' «urgence» qui l'a poussée à paniquer... et alors qu'on approche désormais de la fin du plus long marché haussier jamais enregistré sur le S&P 500.

Mais rien que la pensée d'une hausse des taux (Erreur n°2) trouble le sommeil du président qui s'est décrit comme « un gars à taux d'intérêt bas ».

Les présidents préfèrent l'Erreur n°1. L'argent facile rend les électeurs heureux. La Fed sait toutefois qu'elle ne peut pas s'en tenir éternellement à l'Erreur n°1 – sinon, les marchés vont enfler... éclater... et la Fed devra commettre l'Erreur n°3 (paniquer et baisser les taux) alors qu'elle n'a aucune marge de baisse sur les taux.

Lyndon B. Johnson n'était « pas emballé » non plus par les politiques monétaires strictes du chef de la Fed William McChesney Martin. Johnson était d'avis que la Fed devait contribuer à financer la guerre du Vietnam.

Nixon a fait pression sur Arthur Burns, alors président de la Fed, pour que l'argent continue de couler jusqu'aux élections de 1972.

Jimmy Carter était l'exception. Il n'appréciait pas l'inflation causée par G. William Miller – qu'il remplaça par Paul Volcker, le seul président de la Fed honnête et sensé de ces 40 dernières années.

George Bush a pour sa part accusé la politique de resserrement monétaire d'Alan Greenspan de lui avoir coûté les élections de 1992. Bush avait raison. Mais après que Greenspan (probablement sans le vouloir) eut ruiné les chances de réélection de Bush, il s'associa aux Clinton.

La stratégie de Greenspan

Nous avons déterré un article de 1993 tiré du *Washington Post* :

« Le livre The Agenda : Inside the Clinton White House, par Bob Woodward, assistant rédacteur en chef du Washington Post, décrit ce que Woodward appelle une réunion cruciale entre Clinton et Greenspan à Little Rock, en Arkansas, en décembre 1992, un mois avant l'investiture de Clinton.

Greenspan décrivit à Clinton une politique économique que Woodward appelle 'la stratégie des marchés financiers' : elle était conçue pour envoyer un message à Wall Street, qui réagirait en faisant baisser les taux d'intérêt longs – ce qui permettrait à Greenspan de maintenir les taux courts au plus bas eux aussi. Selon la théorie, l'économie irait alors en s'améliorant, Clinton aurait plus d'argent à consacrer à des programmes nationaux privilégiés lors des années suivantes, et serait en fin de compte réélu ».

Le plan fonctionna. Grâce à l'argent facile, Bill Clinton fut réélu. Et lors de la cérémonie d'investiture en 1998, qui avait la place d'honneur à côté de la première dame ? Nul autre que l'architecte du plan, Alan Greenspan.

Le monde financier dans lequel nous vivons aujourd'hui est principalement le fruit de la stratégie de Greenspan. Il a presque réussi à faire élire Hillary aussi.

Argent facile

Tous les présidents, ou au moins l'un de leurs conseillers clé, savent comment se joue ce jeu. La politique de la Fed est utilisée de la même manière que les conférences de presse présidentielles ou les *fake news* – pour tromper les électeurs.

Généralement, la Fed commet l'Erreur n°2 au début du cycle électoral. Cela provoque une récession/un marché baissier dont on peut accuser le précédent président. La Fed doit ensuite passer à l'Erreur n°3 à temps pour que le crédit vienne irriguer l'économie, de manière à ce qu'elle soit en pleine forme au moment des élections suivantes.

Dans le domaine, Obama a fait un sans-faute. Le krach/récession de 2008/2009 était clairement de la faute de l'équipe Bush.

Ensuite, après son accession au pouvoir, la Fed d'Obama – désormais sous la direction du plus grand idiot à la tête d'une banque centrale depuis Gideon Gono au Zimbabwe – a pu recommencer à commettre les Erreurs n°3 et n°1... avec l'argent le plus facile qu'on ait jamais vu.

A présent, alors que l'économie est encore en pleine forme, c'est au tour de Donald Trump... sauf que les choses pourraient prendre une tournure toute différente.

Il semblerait en effet que M. Trump n'ait pas du tout compris la règle du jeu.

En janvier 2017, il aurait dû insister pour appliquer l'Erreur n°2, engendrant une récession qu'il aurait attribuée (avec raison) à Obama.

Cela lui aurait permis de mettre rapidement fin à la phase douloureuse – suite à quoi il aurait pu mettre en place ses réductions d'impôts... baisser les taux d'intérêt... et s'attribuer tout le mérite de la vigueur américaine en 2019, pile à temps pour les prochaines élections.

Au lieu de cela, M. Trump a imposé sa baisse d'impôts au mauvais moment du cycle... et s'est vanté des résultats de l'Erreur n°1 commise durant l'ère Obama (laisser les taux trop bas pendant trop longtemps).

Au lieu de traverser rapidement la phase douloureuse pour passer à autre chose, il l'a repoussée à plus tard. Et maintenant, il encourage la Fed à s'en tenir à l'Erreur n°1 pendant plus longtemps encore.

Comment la situation évoluera – l'Erreur n°4 – sera le sujet de notre Chronique de demain.

Ce que les banquiers centraux préfèrent que vous ne sachiez pas (1/2)

Rédigé le 23 août 2018 par [Simone Wapler](#)

Les intentions des banquiers centraux réunis à Jackson Hole tiennent en haleine les investisseurs institutionnels qui sont dépendants de leurs largesses.

Du jeudi 23 août au samedi 25 août se tiendra la rentrée des banquiers centraux, traditionnel rendez-vous de Jackson Hole, durant lequel Jerome Powell et Mario Draghi, entre autres, distilleront leurs intentions de politique monétaire.

Leur jargon sera gravement analysé par les zinzins, les investisseurs institutionnels, et feront l'objet de commentaires tout aussi jargonneux. Les zinzins sont très attentifs à la macroéconomie. Ils gèrent de l'argent qui ne leur appartient pas et n'hésitent pas à souscrire à des emprunts d'Etat à 100 ans sachant qu'ils n'auront jamais à assumer un défaut de paiement dans 70 ans.

Du côté des banquiers centraux, tout sera fait pour prolonger [la farce des fake rates](#), les taux d'intérêt anormalement bas, et faire croire que les mesures prises lors de la crise de 2008 sont un plein succès.

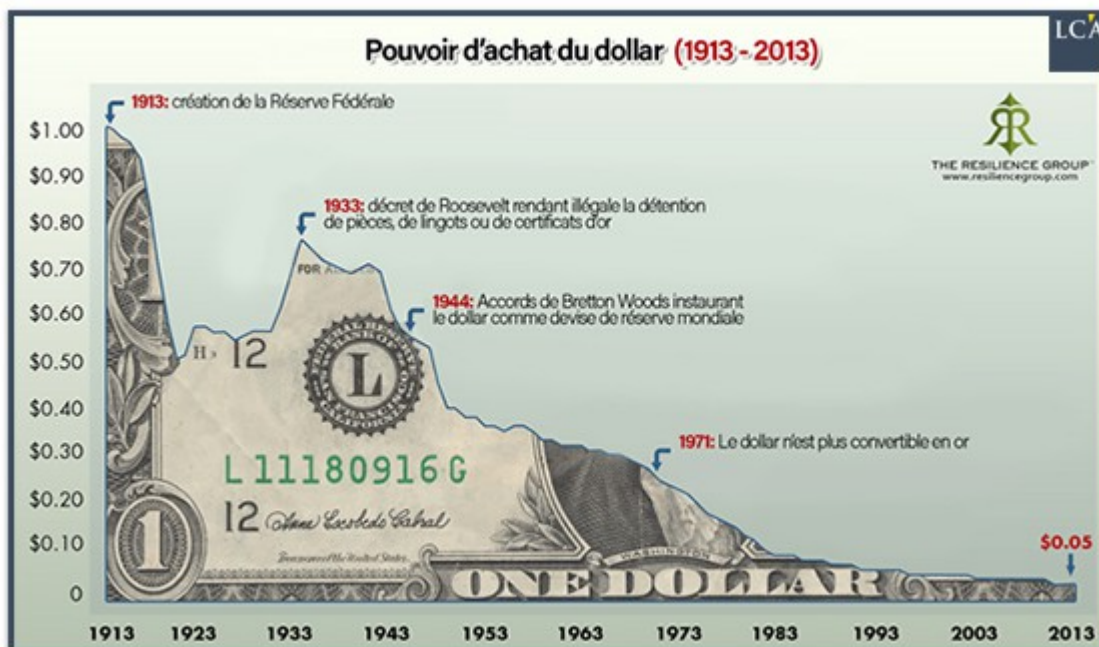
En réalité, il n'en est rien : on a soigné une crise de surendettement par plus de surendettement, les banques sont toujours trop grosses pour faire faillite. Le système monétaire et financier est plus instable que jamais.

Voici tout ce que vous ne lirez jamais à propos de Jackson Hole et ce qu'aucun banquier central ne vous expliquera jamais :

- La « monnaie » est administrée par les banquiers centraux dans le souci exclusif de protéger leur monopole et celui des banques.
- Les banquiers centraux sont totalement dépendant des Etats et inversement. Ils sont comme « cul et chemise » comme on dit sans langue de bois.
- Les gouvernements cautionnent le privilège de création monétaire par les banques parce que cela fait les arrange.
- Cela leur permet d'organiser un gigantesque transfert d'argent vers le pouvoir (politiciens, financiers et technocratie).

C'est pour cela que vous avez l'impression de travailler plus pour gagner moins.

Voici une courbe d'érosion du pouvoir d'achat du dollar depuis 1913, date de création de la Federal Reserve.



Si un Américain avait stocké 1 \$ en 1913, le pouvoir d'achat de ce même dollar serait de cinq *cents* 90 ans plus tard.

Maintenant, considérez les gains de productivité réalisés entre 1913 et 2013 en raison du pétrole et de la généralisation du moteur à explosion, de la révolution industrielle, de l'automatisation...

Les Américains ont été volés de ces gains de productivité par l'administration du dollar de la Fed. L'abondance née de la productivité aurait dû donner lieu à une *déflation*, une *augmentation du pouvoir d'achat* et non une baisse de pouvoir d'achat due à une inflation du dollar.

Nous parlons ici de la monnaie de la première puissance économique du monde, pas de celle de la Hongrie, du Zimbabwe, de l'Argentine ou encore du Venezuela.

Ce que j'énonce ici est connu des spécialistes mais tenu caché aux profanes (qui pourraient sinon se rebiffer).

Très peu de gens savent comment le système monétaire et financier fonctionne vraiment, même l'employé de guichet de votre banque – espèce d'ailleurs en voie de disparition, vu la vitesse à laquelle les agences bancaires disparaissent.

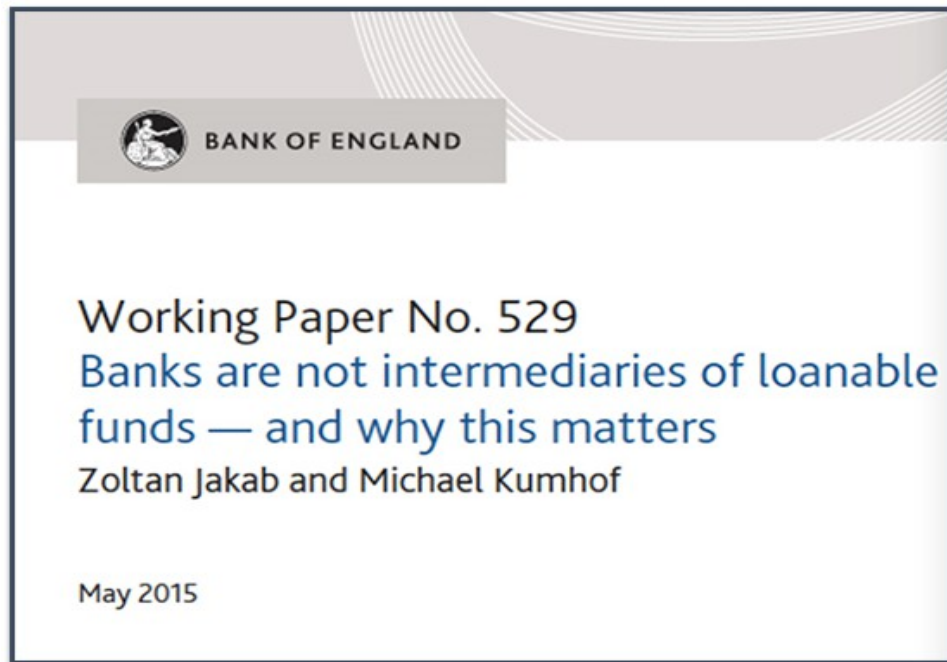
L'élite de la parasitocratie financière garde bien ses secrets.

Comment les banques commerciales créent de la monnaie

Mais parfois, même à haut niveau, des âmes sincères s'inquiètent...

Voici pour preuve un document daté de 2015 et publié sur le site de la Banque d'Angleterre. Oui, la banque centrale de ce pays infâme qui a voté pour le Brexit ; ces excommuniés de l'Union européenne qui s'appêtent à affronter récession, misère, peste noire et constituent des stocks alimentaires et médicamenteux pour tenter d'assumer leur sortie du paradis, selon *Le Figaro* du vendredi 27 juillet (*).

La Banque d'Angleterre, donc, dénonce dans un accès de schizophrénie (clairvoyance ?) les méfaits du système monétaire, financier et bancaire dans un document au titre en apparence anodin.



Les banques ne sont pas des intermédiaires de fonds prêtables et voici pourquoi c'est important

En l'occurrence, il s'agit de deux employés, l'un du FMI, l'autre de la Banque d'Angleterre. Zoltan Jakab est un ancien de la Banque centrale de Hongrie qui a intégré le FMI en 2010. Michael Kumhof est un économiste passé par le FMI entre 2004 et 2014 avant de rejoindre la Banque d'Angleterre. Bref, deux experts du sérail...

Voici ce qu'ils disent (en italique) et j'intercale mes commentaires :

« Dans le modèle de la banque en tant qu'intermédiaires de fonds prêtables, les banques acceptent des dépôts d'agent réel provenant d'épargnants et le prêtent à des emprunteurs. »

C'est le vieux modèle dit d'intermédiation qui est décrit. Les banques agrègent des dépôts et les prêtent à des emprunteurs. Elles prennent le risque de la durée car les dépôts sont souvent de court terme et le prêt consenti de plus long terme.

Les banques examinent soigneusement la rentabilité du projet de l'emprunteur car si les déposants veulent leur argent, celui des actionnaires de la banque (leurs fonds propres) servirait à prendre le relais ou alors la banque ferait faillite et ses actionnaires seraient ruinés.

« Dans le monde réel, les banques fournissent des financements en créant de la monnaie. C'est-à-dire, elles créent des dépôts de nouvelle monnaie en prêtant et ce faisant, elles sont surtout contraintes par des considérations de profitabilité et de solvabilité. »

La réalité n'est plus le vieux modèle de la banque d'intermédiation selon lequel « les dépôts font les crédits », énoncent ces deux experts. La réalité d'aujourd'hui est que « les crédits font les dépôts » comme on dit dans le milieu bancaire bien informé.

Dans ce modèle, contrairement à celui de l'intermédiation, en accordant des prêts, les banques prennent en compte leur propre rentabilité et leur propre solvabilité, la viabilité du projet de l'emprunteur passe au second plan.

*« Ce document compare le modèle d'intermédiation (**) et le modèle de financement par création monétaire (***). Comparé aux modèles d'intermédiation et soumis à des chocs identiques, le modèle de financement par création monétaire conduit à des changements dans les prêts bancaires qui sont bien plus considérables, se produisent beaucoup plus vite et ont des effets bien plus importants sur l'économie. »*

En un mot comme en cent : INSTABILITÉ.

Cher lecteur, vous savez ce que je m'use à vous raconter sous toutes ses formes au fil des chroniques : le système monétaire et financier actuel est malsain, le pouvoir et ses proches s'en servent pour nous appauvrir et s'enrichir au passage.

Avec un tel système, la démocratie est une farce car l'argent gratuit (la dette et les déficits) sert à acheter des votes.

Ce dada est aussi celui de Bill Bonner et, scoop, son prochain livre à paraître en anglais portera sur ce sujet : le système monétaire d'après 1971.

« Après la parution de notre livre le plus récent, [Hormegeddon](#), nous avons juré de ne plus jamais écrire de livre. C'était bien trop de distraction. Trop de temps. Trop de travail. Trop peu de récompenses. Qui plus est, après Hormegeddon, nous pensions avoir dit tout ce que nous avions à dire.

Hormegeddon explorait un point important et souvent oublié : plus de bien n'est pas forcément meilleur. Un peu de dépenses militaires, par exemple, peut être nécessaire... voire salutaire.

Mais une fois le livre publié, après qu'un peu de temps soit passé, nous avons commencé à accumuler de nouvelles idées.

Au coeur des accords gagnant-gagnant se trouve l'argent civilisé.

L'argent civilisé est comme l'écriture : il transmet de l'information par-delà l'espace et le temps.

Une bonne partie de notre travail à la Chronique ces 10 dernières années s'est concentré sur la démonstration que la devise américaine actuelle n'est pas civilisée. »

Mais qu'est-ce qui cloche exactement dans ce « financement par création monétaire » dont parle la Banque d'Angleterre ? C'est ce que nous essaierons de voir demain.

NOTES:

(*) « Londres stocke en cas de Brexit sans accord »

(**) *Intermediation of loanable funds* (ILF) dans le document

(***) *Financing through money creation* (FMC) dans le document

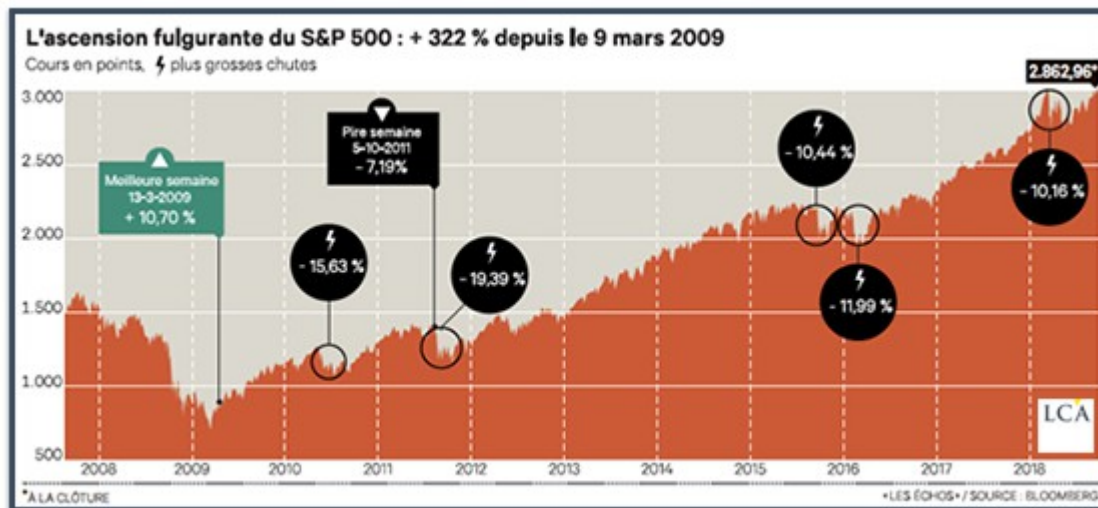
3 453 jours de marchés haussiers

Rédigé le 22 août 2018 par [Simone Wapler](#)

Le marché haussier démarré en mars 2009 est le plus long de l'histoire boursière. Gloire aux banquiers centraux et longue vie aux zombies !

Wall Street vit le plus long *bull market* de son histoire titre aujourd'hui *Les Echos*. Le S&P 500

a progressé de 322% depuis son point bas de mars 2009. Il a aligné 3 453 jours sans connaître de baisse de plus de 20%.



Qui l'eut cru en mars 2009 ? Certainement pas moi.

Lorsque la Fed a à nouveau baissé ses taux puis s'est lancée dans le *quantitative easing*, c'est-à-dire de la création monétaire pure à l'usage exclusif de l'industrie financière, j'ai eu la naïveté de penser que « le marché » ne mordrait pas à l'hameçon. Je me suis lourdement trompée.

Car même en mars 2009, le ratio cours sur bénéfice de l'indice S&P 500 était encore élevé par rapport au point bas atteint lors des krachs précédents, les mauvaises dettes n'avaient pas été purgées, les faillites n'avaient pas assaini le tissu économique.

Par conséquent, rajouter encore de la dette pour étendre les maturités des mauvais crédits existants et prétendre que les dettes seraient un jour honorées paraissait une politique hasardeuse.

A chaque fois que j'évoquais mes doutes auprès d'investisseurs professionnels je m'entendais répondre « qu'importe, il y a de l'argent ».

J'ai donc arrêté de poser ces questions il y a déjà des années puisque le bilan des banques centrales ne cessait de grossir et que les taux directeurs étaient nuls ou négatifs.

Dans ce dernier cas, cela signifie que les banques commerciales sont payées par les banques centrales pour prêter de l'argent qui n'existe pas. C'est pour cela qu'« il y a de l'argent » qui atterrit d'abord entre les mains des institutionnels.

Les investisseurs institutionnels n'investissent pas leur propre argent, ils investissent pour le compte de tiers et généralement de fonds de pension.

En cas de krach, ils ne perdent pas leur propre argent. Ils toucheront moins de commissions et se justifieront en disant qu'ils ont limité la casse dans des circonstances exceptionnelles.

Comme dirait Nicholas Taleb (1), ils ne « jouent pas leur peau » contrairement aux investisseurs particuliers.

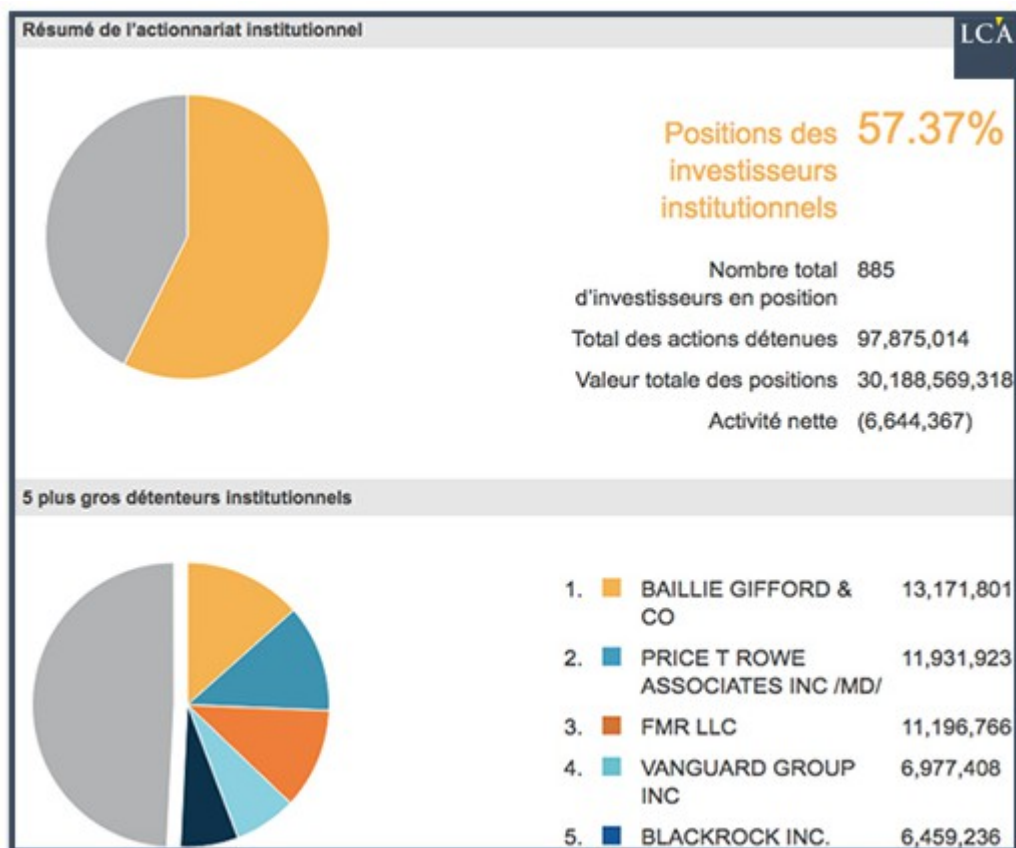
Qui sont les actionnaires de Tesla ?

Tesla, une entreprise zombie qui ne fait que des pertes, valorisée 55 milliards de dollars, affiche 28 milliards de dollars de passif. Tesla prétend devenir le champion de la voiture électrique autonome. Pourquoi Tesla – qui n’a jusqu’à présent pas réussi à s’imposer – réussirait-il mieux qu’un constructeur automobile classique qui maîtrise déjà les moteurs hybrides ? Mystère.

Qui sont les actionnaires de Tesla ? Des investisseurs particuliers, des petits porteurs qui aiment rêver que David le nain vert et écolo va terrasser les géants Goliath d’Amérique, d’Asie et d’Europe et sont prêts à lui fournir des pierres pour sa fronde ? Pas du tout.

Ce sont majoritairement des institutionnels qui achètent l’action du zombie Tesla.

Actionnariat institutionnel de Tesla



Source Nasdaq

Puisqu’il y a de l’argent, on peut nourrir n’importe quel zombie. Rien n’a vraiment d’importance.

Oui, nous connaissons le plus long marché haussier de l’histoire boursière. Il me rappelle une vérité que j’avais oubliée : les arnaques monétaires durent toujours bien plus longtemps que ce qu’on pense.

John Law a lancé la première banque centrale en France en 1716, la première monnaie fiduciaire en 1717, a effectué les premières opérations de *quantitative easing* en rachetant la dette française sur les marchés, couvert ses montages complexes par la Compagnie d’Occident et finalement fait faillite en 1720.

« Si Law revenait parmi nous, 300 ans après son premier séjour terrestre, il aurait quelques motifs de satisfaction.

On retrouve en effet dans l'histoire économique et monétaire de l'après-guerre, en particulier depuis 1971, la plupart des ingrédients qui ont fait la réussite et l'échec de son système : la démonétisation de l'or, une bulle d'actifs entretenue par une politique de taux bas en totale déconnexion de l'économie réelle, des émissions d'actions et de billets qui, sans toujours atteindre la sophistication de nos produits dérivés, n'avaient de contrepartie que dans la titrisation de dettes anciennes et nouvelles »

Nicolas Buat, John Law, La dette ou comment s'en débarrasser

On a appelé à tort la crise de 1720 bulle du Mississippi. En réalité, il ne s'agit pas d'une bulle spéculative comme celle de la tulipe. Il s'agit d'abord d'un système monétaire vicié.

« Il y a de l'argent », mais ce n'est pas de l'argent sain.

(1) L'ouvrage *Jouer sa peau* explique ce concept en détails : [il est disponible ici](#).

« Soldats, hâtez-vous et tirez là »

Rédigé le 22 août 2018 par [Bill Bonner](#)

Le maréchal Ney était un combattant d'une époque où les officiers jouaient leur peau et n'étaient pas récompensés par des sinécures.

Nous sommes à Paris pour accompagner l'une de nos filles, qui retourne aux Etats-Unis. Elle a choisi la Closerie des Lilas pour dîner – un restaurant rendu célèbre par Hemingway.

Devant le restaurant, au croisement des boulevards Montparnasse et St. Michel, se trouve la statue du plus grand soldat qui ait jamais vécu, Michel Ney – érigée tout près de l'endroit où il a été exécuté.



La statue du maréchal Ney à Paris



Le socle de la statue

Pourquoi soudain tout tourne-t-il mal ?

C'est quand les choses vont mal qu'on ouvre les yeux. Le krach du marché boursier, en 1929, a poussé les gens à regarder Herbert Hoover d'un oeil neuf. Même ce grand ingénieur des mines n'a pas pu remettre l'économie US d'aplomb.

Donald Trump affirme qu'il a déjà, à lui tout seul, rendu sa grandeur à l'Amérique. Qu'est-ce que le prochain krach apportera pour le grand amuseur et sa réputation ? Nous verrons bien, supposons-nous.

Et Ney ? Tout a mal tourné... mais sa statue montre encore l'énergie pure d'un vrai soldat.

Lorsque nous lisons les exploits de Ney – bataille après bataille... de folles charges de cavalerie... sabre au clair et canon tonnant... blessé à maintes reprises lors de combats quasi-constants sur une période de 20 ans... dans les steppes arides de l'Eurasie... les montagnes d'Espagne... les déserts, les friches et les forteresses de Suisse, Italie, Allemagne, Pologne... et en France elle-même – nous retenons notre souffle... comme s'il était impossible qu'un seul homme en ait fait autant.

Quel genre d'homme était-ce ? Quelle viande mangeait-il ? Quel vin buvait-il ? Ney était quasi-surhumain... peut-être un demi-dieu de la guerre créé par Mars lui-même.

De rudes batailles sur les moquettes de l'état-major

A l'époque, les batailles étaient une question de vie ou de mort ; les officiers étaient souvent directement sur le front. Ney, à cheval, sabre tiré, fonçait directement sur les mousquets ennemis.

Les guerriers du Deep State actuel – comme les généraux David Petraeus et Keith Alexander – devraient mépriser leur virilité, en comparaison !

Ils ne sont jamais vraiment en danger. Ils n'ont jamais eu à se passer d'air climatisé ou de soda. Leurs plus rudes batailles ont été menées sur les moquettes du Pentagone.

Puis, après une longue carrière remplie de grands mots vides, la patrie reconnaissante a envoyé ces deux imposteurs profiter des riches récompenses de Wall Street.

Ce n'est pas le cas de Ney. Lors de ses missions, son confort ne passait pas avant tout. Et la patrie reconnaissante ne lui a pas accordé de sinécure : elle l'a fusillé.

Il est incroyable que Ney ait pu survivre aussi longtemps.

Il a été fait prisonnier à Neuwied. Il a dormi en plein air en Russie par des températures de -30°C. Il a été blessé à maintes reprises – chute de cheval... coup de sabre... coup de fusil... à la cuisse, au poignet, au cou... Tout cela aurait dû l'envoyer fumer les mauves par la racine. Rien qu'à la bataille de Waterloo, cinq chevaux furent abattus sous lui.

Il parvint même à sortir de Russie... commandant l'arrière-garde lors d'une campagne catastrophique où 90% des troupes succombèrent.

Selon la légende, il est le dernier soldat à avoir traversé indemne la Berezina, faisant feu de son mousquet tandis qu'il battait en retraite, avant que le pont ne soit pris par les Cosaques, qui massacrèrent ensuite jusqu'à 10 000 soldats français et suisses restés en arrière.

Un désastre complet

La Bérézina aurait dû être entièrement gelée à cette époque de l'année. C'est en tout cas ce sur quoi les Français comptaient... mais le dégel était passé par là. Impossible de traverser ; ils étaient pris au piège, et trois armées russes convergeaient vers eux.

Les hommes du Génie sautèrent immédiatement dans l'eau pour construire un pont. Mais on ne pouvait survivre que 30 minutes environ dans les flots glacés. La plupart d'entre eux moururent rapidement.

Ils parvinrent quand même à construire une passerelle qui permit à l'empereur et à une bonne partie de son armée de passer. Les Français perdirent toutefois jusqu'à 40 000 soldats et retardataires dans la bataille.

Aujourd'hui encore, « Bérézina » est synonyme de « désastre » en France.

La plupart des maréchaux de Napoléon, perspicaces, le trahirent par la suite.

Ils avaient ouvert les yeux et vu qu'il était temps de changer de camp.

Ce n'était pas le cas de Ney. Napoléon avait été expédié sur l'île d'Elbe, laissant les Français reconstruire leur nation sous un nouveau Louis. Mais le Corse s'échappa d'Elbe et fit son retour sur le sol français à la tête d'une nouvelle armée.

Aveuglé par la loyauté ou victime d'une simple erreur de calcul, Ney – qui avait juré obéissance au roi entre temps – rallia la cause de l'empereur et rejoignit la dernière campagne des « Cent jours ».

C'est bien entendu Michel Ney, le prince de Moscou, qui se trouvait en première ligne des magnifiques charges de cavalerie de Waterloo, agitant son sabre et poussant ses hommes face aux canons du duc de Wellington, qu'il réussit brièvement à capturer.

Hélas, le Prussien Blücher arrivait de l'est comme un marteau s'abattant sur l'enclume britannique : Napoléon réalisa que la situation était sans espoir et donna l'ordre de battre en retraite.

C'était la fin. Napoléon ne tarda pas à être capturé... et Ney aussi.

Jugé coupable

L'empereur fut envoyé à Ste Hélène, une île si lointaine et si inaccessible qu'on ne pouvait espérer s'en échapper, et Ney fut jugé pour trahison.

Déclaré coupable en 1815, la seule concession que le nouveau gouvernement accorda au plus grand héros de la France fut de lui laisser commander son propre peloton d'exécution.

Ce furent ses dernières paroles :

« Français, je proteste devant Dieu et la patrie contre le jugement qui me condamne. J'eusse mieux aimé mourir pour mon pays, mais c'est encore ici le champ d'honneur ; vive la France ! »

« Soldats, hâtez-vous et tirez là », ajouta-t-il en désignant son coeur.

Les soldats, dont certains étaient en larmes, appuyèrent sur la détente comme on le leur avait ordonné.

Voici ce qui pourrait arriver si le papier-monnaie perdait sa valeur

SputnikNews.com Le 21 Août 2018



Claudio Grass, conseiller indépendant en matière de métaux précieux et ambassadeur du Ludwig von Mises Institute, installé à Auburn en Alabama, a confié dans une interview accordée à RT que le monde allait inévitablement plonger dans une crise financière et que l'or et l'argent allaient refaire surface en tant qu'argent réel.

« Les gens, surtout en Occident, ont oublié que le papier-monnaie était un simple titre de propriété pour une certaine quantité d'or ou d'argent. Aujourd'hui, le papier-monnaie n'est rien d'autre qu'un titre de créance. Ce n'est rien de plus que des garanties: la promesse de l'ancienne génération que la génération future remboursera sa dette par le biais des impôts et de l'inflation », a indiqué à RT Claudio Grass.

Pour donner du poids à ses propos, l'analyste a cité les exemples de [l'Iran](#), du [Venezuela](#) et de la [Turquie](#), dont les devises se sont effondrées face au dollar américain, et des gens qui se sont en conséquence précipités pour acheter de l'or et d'autres métaux précieux.

«La hausse du prix de l'or est le baromètre qui montre qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le système. Quand le prix de l'or augmente, la dernière personne sur Terre comprend qu'il y a un problème économique», a-t-il souligné.

«Personnellement, je ne doute pas que la prochaine crise ne sera pas régionale, mais mondiale. Tous les marchés sont manipulés, du marché des obligations au marché boursier et immobilier. Ce que l'on peut dire avec certitude de l'or et de l'argent, c'est que même si le prix peut baisser à court terme avec un renforcement du dollar américain, cela ne fait que préparer une prochaine hausse», a ajouté M.Grass.

L'analyste note que le papier-monnaie perd de sa valeur lorsque les gouvernements en impriment davantage, ce qui crée toutefois quelques gagnants, mais beaucoup plus de perdants. Cela ne fera que créer un plus grand mécontentement parmi la population, en ajoutant plus de pression sur la monnaie fiduciaire.

«La monnaie fiduciaire n'est soutenue que par la confiance dans les institutions, qui font maintenant face à une crise historique, à tous les niveaux. Comme de plus en plus de citoyens, surtout en Occident, commencent à se poser des questions et à chercher des solutions alternatives, je pense que la monnaie fiduciaire et peut-être le système monétaire actuel finira par succomber sous cette pression», a-t-il conclu.

Une synthèse rapide avec MAJ

Bruno Bertez 22 août 2018

Les procès de Cohen et Manafort ne tournent pas à l'avantage de trump, surtout celui de Cohen, lequel a reconnu avoir procédé à des opérations en vue de fausser les élections fédérales au profit d'un candidat et à sa demande, mais sans nommer expressément Trump.

Sur ces nouvelles les futures américains ont baissé hier soir.

Tout ceci ne renforce pas le capital de trump auprès du congrès ou auprès du parti républicain, mais ce n'est pas là où l'action politique se passe. La probabilité pour que Trump soit « impeached » avant la fin 2019 n'a monté que faiblement hier soir, elle a grimpé à 36% contre 33% avant les nouvelles.

Ce qui semble probable sinon possible est que Trump va être conforté dans son action directe et en particulier en matière de commerce extérieur où il a beaucoup de pouvoirs, afin d'améliorer sa cote auprès des électeurs, au-dessus des partis. Face aux élites il doit devenir encore plus populaire et populiste. Comme le dit le FT, l'avenir de Trump dépendra de la politique et non pas des lois.

Ce qu'il semble déterminé à faire:

-ainsi on a appris qu'il avait manifesté son irritation vis à vis de la Fed et de sa politique de

resserrement monétaire. Il trouve que la Fed ne l'aide pas en montant les taux. Faut il rappeler que les taux réels de la Fed sont négatifs de -0,5% et que l'économie n'a pas besoin de stimulant avec un chômage à 4%? La Fed est obligée de monter les taux en raison de la politique fiscale de Trump et de l'élargissement des déficits. Cela dit contrairement aux cris des bonnes âmes, tous les présidents exercent des pressions sur la banque centrale, ne pas le reconnaître est de l'hypocrisie. En pratique Powell n'a pas d'autre choix que de hausser les taux, simplement il aurait pu le faire maintenant au lieu d'attendre septembre, trop proche des élections de Mid Term.

-Trump veut imposer des tarifs de 25% sur toutes productions automobiles de l'Union Européenne. Trump a exprimé son pessimisme sur les résultats possibles des négociations avec la Chine, douchant ainsi les espoirs.

Début des négociations 21/22 Aout



-Trump veut stopper la guerre au moyen Orient et pour cela il fait des appels du pied à Poutine en lui disant, nous lèverons une partie des sanctions si vous nous aidez dans cette difrection: if "Russia were to take steps to work with the U.S. on issues like Syria and Ukraine." Trump reconnaît que la Russie est incontournable aussi bien en Syrie qu'en Iran. Poutine peut très bien réussir et ainsi engranger des bénéfices qui devraient se faire sentir économiquement, financièrement et monétairement. Un succès dans ce domaine constituerait une façon d'influencer les élections américaines plus probante que les stupidités de Muller.

Le problème le plus important est global, c'est la mise en difficulté des pays émergents par le biais de la raréfaction du dollar, son renchérissement.



La hausse des taux de la Fed conjuguée à la contraction de son bilan et aux besoins de financement du déficit US forment cocktail dangereux pour la liquidité mondiale. Le risque de remontée des dislocations de la Périphérie vers le core est loin d'être écarté. Trump et Powell nient l'existence d'un troisième mandat pour la Fed, mandat qui consisterait à maintenir le monde global monétairement en ordre.

Le meeting de Jackson Hole commence jeudi soir. Les banquiers centraux, les ministres des finances, les « academics » réputés, les gourous seront réunis pour la grande messe que nous avons commentée ces derniers jours. Il y aura peut être une fenêtre ouverte sur ce que va faire la Fed, mais ce n'est pas sûr.

C'est à Jackson Hole que La Fed a exposé en son temps sa théorie sur les QE, et la transmission des politiques monétaire par le « portfolio balance channel » de sinistre mémoire: c'est cette théorie qui a conduit à mettre à zéro les taux d'intérêt afin de forcer les détenteurs de capitaux à acheter des assets de plus en plus risqués pour obtenir un rendement. C'est ainsi que s'est construit un mur de dettes colossales financées par des taux nuls ou négatifs. Cadeau empoisonné pour les émetteurs de dettes de moins en moins solvables qu'ils ne pourront jamais honorer. Le coût de ces politiques à courte vue est devant nous, et un jour on se souviendra de ce que disait Milton: « There is no free lunch ». Il y a toujours quelqu'un qui paie.

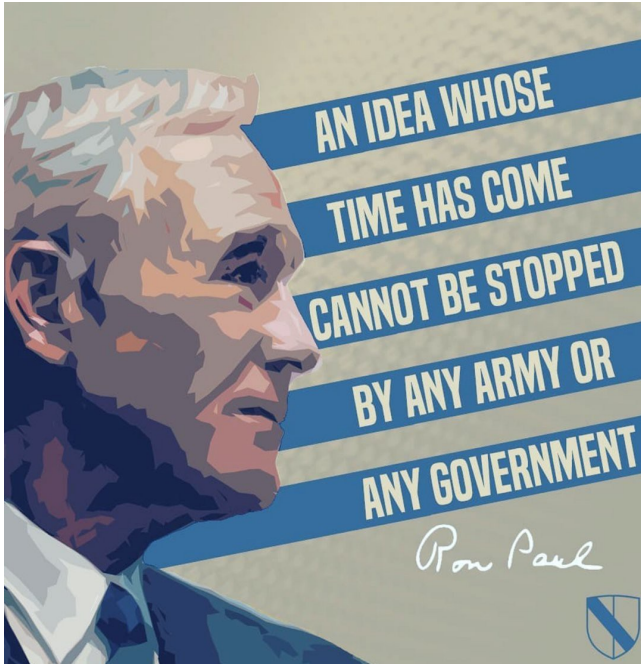
[@RonPaul](#)

SuivreSuivre [@RonPaul](#)

Ideas are more powerful than governments. They're more powerful than armies. They're more powerful than dictators. They're more powerful than censors. Ideas rule the world. Embrace the

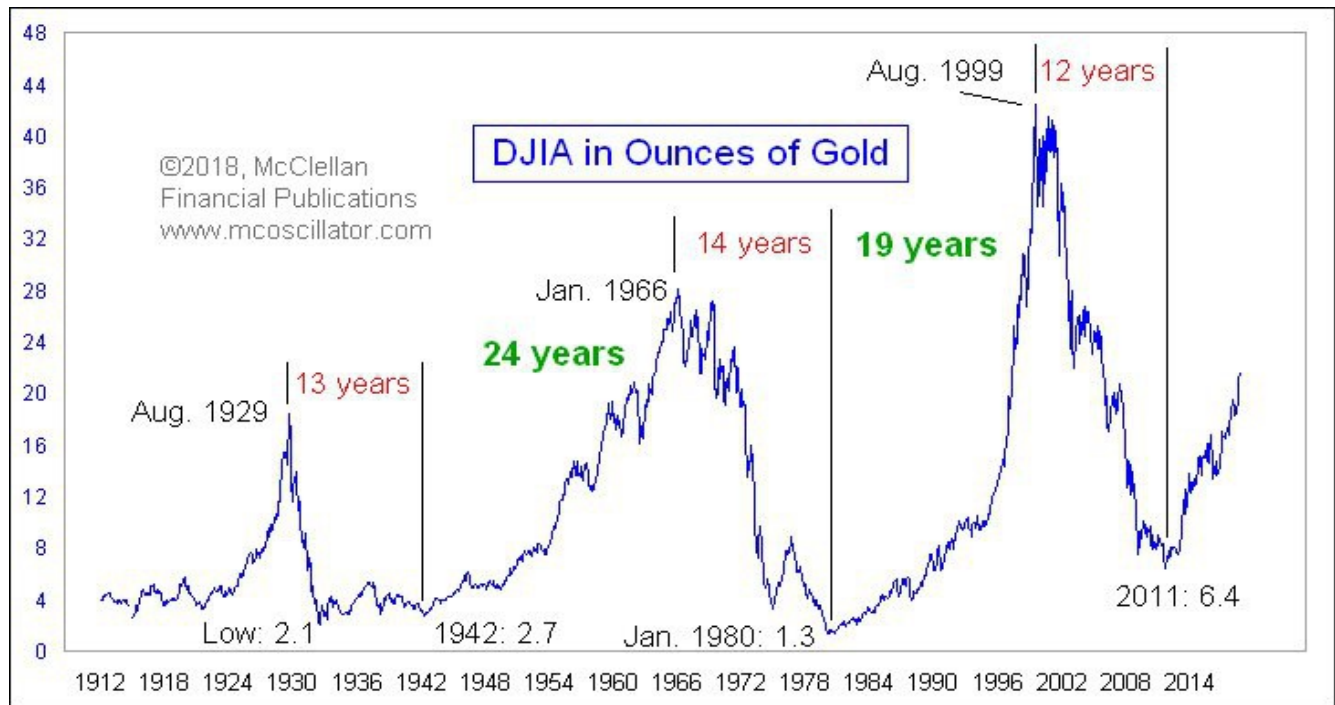
ideas of Liberty!

Traduire le Tweet



13:45 – 21 août 2018

Le DJ exprimé en onces d'or depuis 1912



Les politiques allemands multiplient les pressions sur la Turquie pour qu'elle sonne à la porte du FMI



L'Allemagne reclame la mise en place d'un système des paiements européens qui exclut le dollar pour échapper à l'impérialisme américain sur les paiements et se passer de SWIFT.

BERLIN (Reuters) – Europe needs to set up payment systems independent of the United States if it wants to save the nuclear deal between Iran and major powers that was abandoned by President Donald Trump, **German Foreign Minister Heiko Maas said.**



Les États-Unis sont-ils trop gros pour s'écrouler ?

François Leclerc 22 août 2018

Faut-il serrer les dents et attendre que, tôt ou tard et d'une manière ou d'une autre, la

présidence Trump s'effondre ? Les négociations menées avec une administration américaine sous sa férule s'éternisent et le risque est grand pour la Chine et l'Europe que les conflits en cours rebondissent et que leurs dégâts s'approfondissent. Mais comment l'éviter ?



[Image ajoutée par Nyouz2dés]

Les uns et les autres sont démunis devant l'acharnement d'un président américain qui affecte ne pas tenir compte de l'opposition grandissante que sa politique suscite dans les milieux d'affaires de son propre pays en raison des hausses de prix qu'elle occasionne.

Toutefois, cette interrogation passe à côté d'un phénomène plus profond et durable. La fin de la mondialisation heureuse a sonné et le temps du chacun pour soi est venu. La croissance des uns se conquiert au détriment de celle des autres, à la faveur de l'affirmation des rapports de force. Signe que cela ne va pas s'arrangeant, les partisans britanniques du Brexit préconisent le développement des activités exportatrices pour sauver le Royaume-Uni du désastre annoncé, avec comme effet prévisible d'accroître encore la compétition relancée par Donald Trump. Rien n'y fera, le monde ne va pas repartir comme avant, en attendant que la nouvelle donne soit explicite.

Chaque conflit contenant en germe le suivant depuis que la crise financière a débuté, à la guerre commerciale est appelée à succéder à terme celle des monnaies. Donald Trump se situe déjà sur ce terrain en dénonçant les dévaluations compétitives, dans sa vision des choses, du yuan chinois et de l'euro. Il exprime une insatisfaction prononcée vis-à-vis de la politique du nouveau président de la Fed qu'il a nommé, Jerome Powell, car la hausse des taux se traduit par une appréciation du dollar et représente un obstacle au développement des exportations américaines. Avec le Président américain, on est déjà de plein pied dans les affaires monétaires.

Heiko Maas, le ministre social-démocrate allemand des affaires étrangères, vient d'ailleurs de mettre les pieds dans le plat à ce sujet. Afin d'équilibrer les relations commerciales entre l'Union européenne et les États-Unis, il préconise de se donner les moyens monétaires du renforcement de son indépendance en s'appuyant sur le cas de l'Iran qui selon lui le nécessite. Il est question de créer un Fonds monétaire européen et une alternative au système Swift, dont l'appellation de Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication explicite la fonction : le contrôle des transferts financiers internationaux. Sans le dire explicitement dans

son article paru dans *Handelsblatt*, le ministre veut intensifier au détriment du dollar l'utilisation de l'euro dans les règlements commerciaux internationaux.

Pour que les européens s'engagent dans cette voie, il faudrait que le terrain soit dégagé et qu'une politique de relance européenne soit adoptée, on en est loin. Mais le monde des affaires peut-il être à jamais régi au gré de sanctions extraterritoriales imposant la vision planétaire des intérêts américains ?

Le statut du dollar est à la fois la force et la faiblesse des États-Unis. La volonté de Donald Trump d'assurer la prééminence commerciale au nom de la défense de la sécurité du pays a pour objectif final de conforter cet instrument monétaire de la domination américaine. Certes, en accroissant la dette américaine il la mine, mais les États-Unis profitent de la même rente de situation que les grandes banques internationales trop grosses pour s'écrouler. C'est leur force ultime.

En attendant Jackson Hole

Bruno Bertez 23 août 2018

Le compte rendu de la Fed publié hier a confirmé la forte probabilité de deux hausses de taux à venir dont une en septembre. Les souhaits de Trump ne sont pas entendus à la Fed. Le risque que constituent les « tarifs » sont évoqués, ces « tarifs » sont une sorte d'impôt sur le consommateur nous vous le rappelons.

La Fed a discuté également de la forme de la courbe des taux sans rien apporter de décisif. En fait rien n'est comme avant, tout simplement parce que rien n'est comme avant, tout est exceptionnel; c'est, comme nous le disons, l'Aventure.

Justement à Jackson Hole on va discuter des « disruptions » c'est dire des changements intervenus dans les économies. Nous vous rappelons que Greenspan s'était aventuré dans cette voie en croyant que la productivité US allait être durablement améliorée... on a vu ce qu'il en est devenu de cette illusion.

En Allemagne on dit que Merkel ne soutiendrait pas la candidature de Weidmann à la BCE.



[Holger Zschaepitz @Schuldensuehner](#)

AbonnéAbonné à @Schuldensuehner

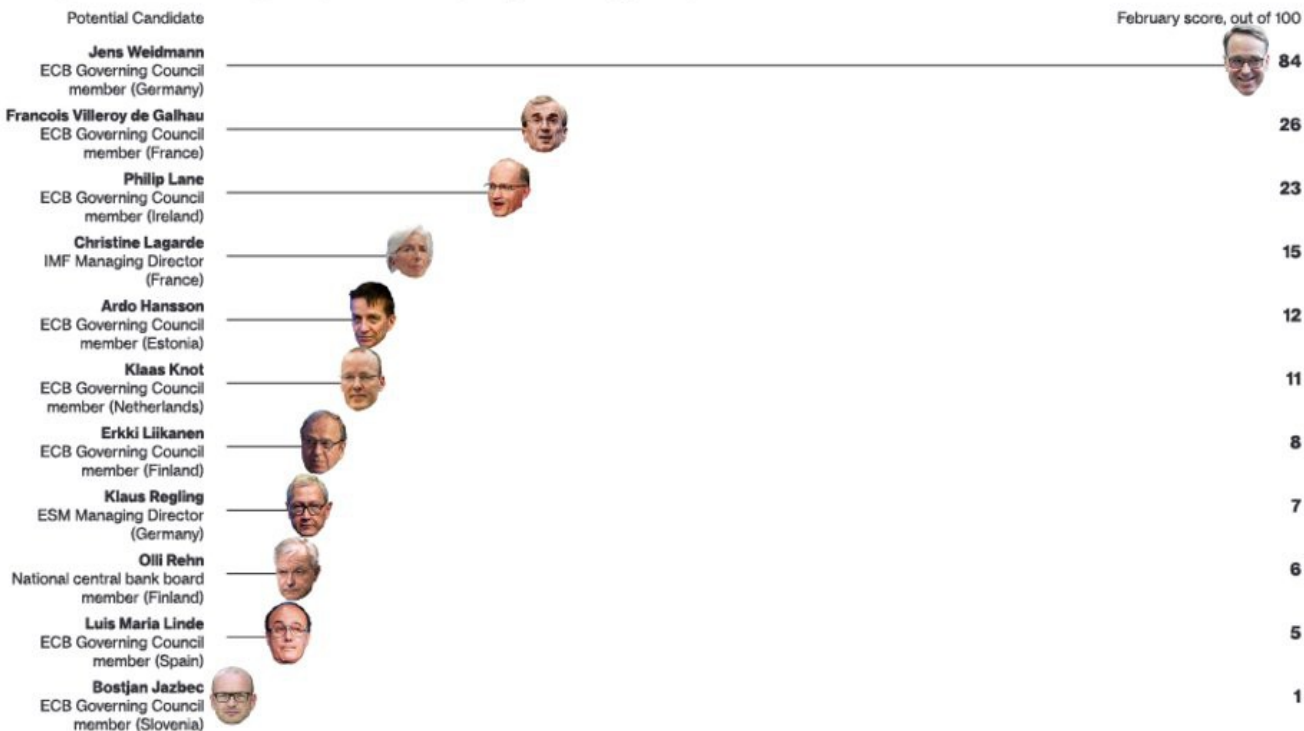
Chancellor Angela Merkel wants a German as next EU Commission president and therefore won't push for Bundesbank President Jens Weidmann to be installed as **#ECB** chief, [@handelsblatt](#) reports, citing unidentified German govt officials.

[https://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/eu-posten-merkels-planspiele-fuer-die-macht-in-europa/22939490.html?nlayer=Politik-News_11247984&ticket=ST-790498-jcEnzGzoDDNgnRsCAASS-ap2 ...](https://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/eu-posten-merkels-planspiele-fuer-die-macht-in-europa/22939490.html?nlayer=Politik-News_11247984&ticket=ST-790498-jcEnzGzoDDNgnRsCAASS-ap2...) (Chart via BBG)

Traduire le Tweet

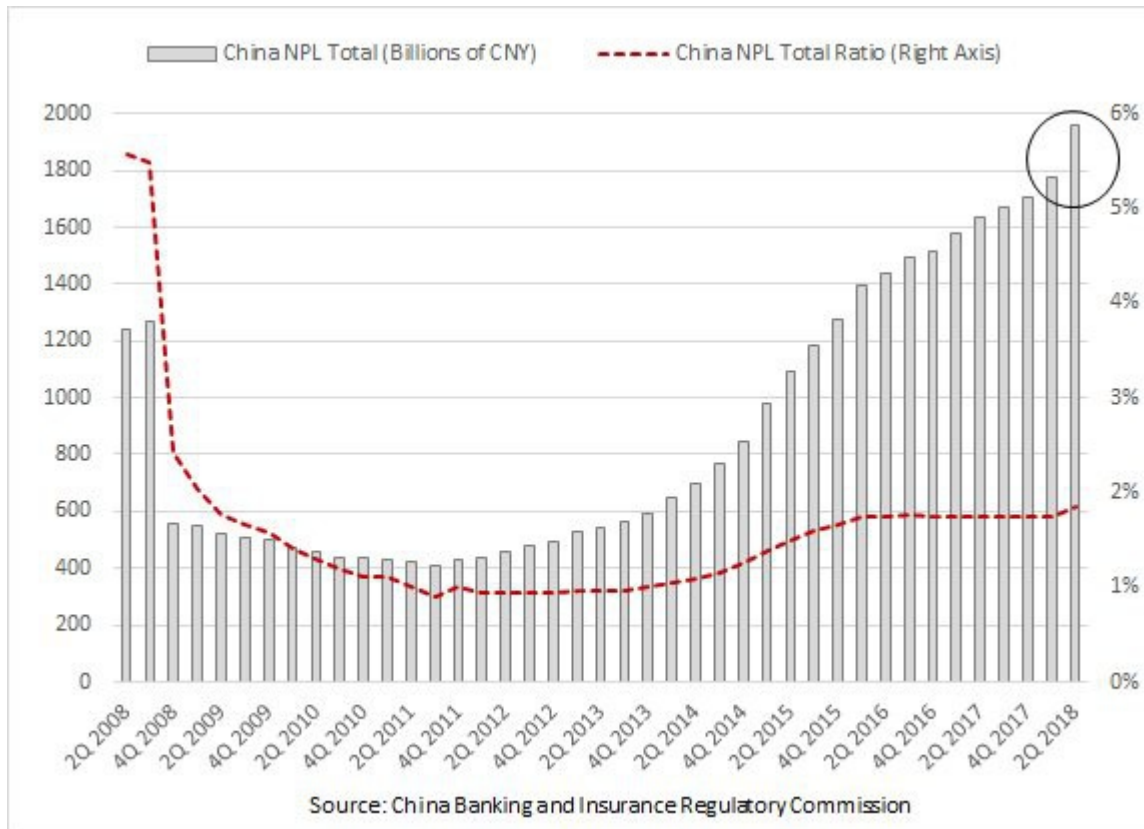
The Most-Likely Nominees to Succeed Draghi as ECB President

Ranking based on a Bloomberg survey of economists (survey methodology below)



09:41 – 22 août 2018

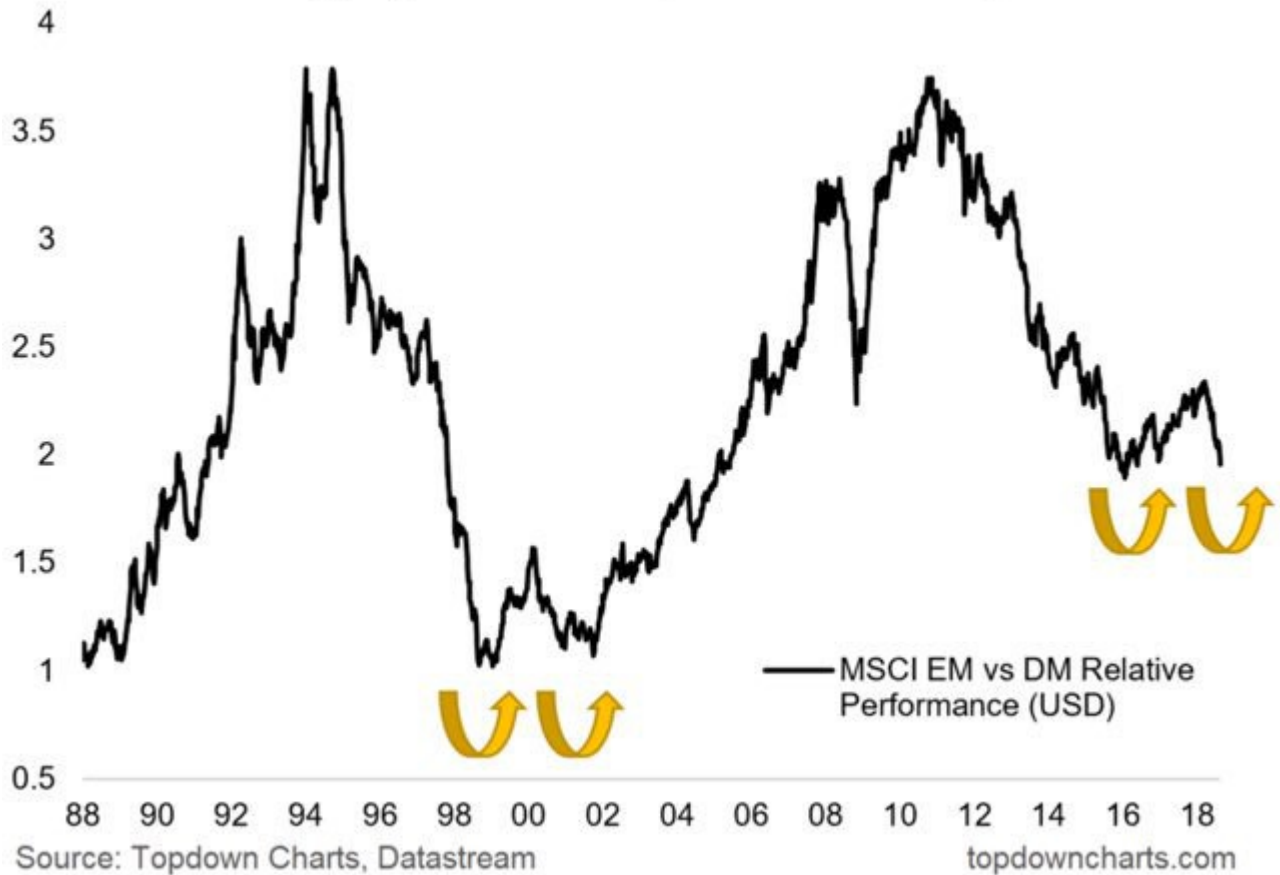
Les officiels chinois lancent une nouvelle offensive pour soutenir ou decolmater les tuyaux économiques et améliorer la fameuse transmission. La Chine freine des deux pieds pour ralentir le deleveraging qu'elle a elle même déclenché. La Chine veut pratiquer un desserrement sélectif pour enrayer la hausse des prêts non performants. Voir ci dessous.



les stratégies commencent à promouvoir les pays émergents considérant qu'ils ont beaucoup baissé et que l'on est dans une configuration qui rappelle celle de 2000. Nous sommes réservés sur cet arbitrage, l'histoire n'est pas la même.

Ci dessous graphique relatif des émergents vs marchés développés.

Emerging vs Developed Market Equities



Le ralentissement européen se confirme

IHS Markit Eurozone PMI and GDP



